

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 512**26 février 2014****SOMMAIRE**

Anonima S.A.	24576	Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à	
Cocker & Co S.A. SPF	24576	r.l.	24531
DGAD International S.à.r.l.	24530	Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à	
Domaines AF S.A.	24530	r.l.	24531
Eastern Property Investment S.C.A.	24530	Toitures Antoniotti S.A.	24531
Ecip SPW S.A.	24562	Toulouse Saint Martory S.à r.l.	24531
Farbe 2 Luxembourg S.à r.l.	24534	Trinidad Luxembourg Ops S.à r.l.	24532
Fleurs Nicole Sàrl	24530	"Truck & Equipment Services SA"	24533
Frenchestate Holding S.A.	24562	UB Real S.à r.l.	24532
HEVAF Master B S.à r.l.	24544	Vedette S.A.	24533
H.N.L. S.à r.l.	24541	Venture & Capital Management S.A.	24532
HP Trust S.à r.l.	24546	Verny Infrastructure Holding S.à r.l.	24532
laba S.A.	24536	Vertime S.A.	24532
Olympe Investments Holding S.à r.l.	24576	VG AM SICAV	24549
Paris First Holding S.à r.l.	24534	VG Sicav II	24549
Poseilux Parent S.à r.l.	24538	Whirlpool International Manufacturing S. à	
Potomac Engeneering S.A.	24576	r.l.	24533
Segepa S.A. SPF	24533	Wine 1 s.à r.l.	24533
Solar Infrastructure Holding S.à.r.l.	24530		
Ticketmaster Luxembourg Holdco 4, S.à			
r.l.	24531		

DGAD International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 31-33, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 120.636.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014010764/10.

(140012889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Domaines AF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret.

R.C.S. Luxembourg B 92.287.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014010772/10.

(140012082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Fleurs Nicole Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9708 Clervaux, 7, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 102.053.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 30. September 2013.

Référence de publication: 2014010859/10.

(140011929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Eastern Property Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 116.715.

Les comptes annuels du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014010779/11.

(140011736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Solar Infrastructure Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 152.379.

Par résolutions prises en date du 13 janvier 2014, l'associé unique décidé d'accepter la démission de Christian Theis, avec adresse professionnelle au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg de son mandat de «geschäftsführer», avec effet au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010350/13.

(140011569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Toitures Antoniotti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 161.141.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014010441/10.

(140011551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Toulouse Saint Martory S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 85.025,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 129.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010418/11.

(140010528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 37.123.661,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 142.609.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg le, 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010417/11.

(140010679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 37.123.661,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 142.609.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg le, 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010416/11.

(140010678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Ticketmaster Luxembourg Holdco 4, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 96.490.878,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 142.606.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010414/11.

(140011137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Trinidad Luxembourg Ops S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 179.732.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014010421/11.

(140011005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

UB Real S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 180.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 139.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010450/11.

(140011153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Verny Infrastructure Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 166.090.

En date du 18 novembre 2013, le représentant de l'associé unique Shu Trust, a changé et est désormais Timberlay S.A., avec siège social au 8, avenue Pictet-de-Rochemont, 1207 Genève, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010455/12.

(140011615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Venture & Capital Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 8, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 77.592.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010461/10.

(140010844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Vertime S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 50.977.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014010462/10.

(140010715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Vedette S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9944 Beiler, 26, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 97.894.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010459/10.

(140011077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Whirlpool International Manufacturing S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 139.331.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010466/11.

(140011133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Wine 1 s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 1, rue Bender.
R.C.S. Luxembourg B 156.461.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014010476/10.

(140011300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

"Truck & Equipment Services SA", Société Anonyme.

Siège social: L-9355 Bettendorf, 59A, rue de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 106.581.

Par la présente, la société Fidu-Concept Sàrl démissionne avec effet au 01/01/2013 de sa fonction de commissaire aux comptes de la société TRUCK & EQUIPMENT SERVICES S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 106.581.

Pour Fidu-Concept Sàrl

Référence de publication: 2014010446/11.

(140010580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Segepa S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 170.947.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

SEGEPA S.A. SPF

Signature

Référence de publication: 2014010366/12.

(140011508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

**Paris First Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Farbe 2 Luxembourg S.à r.l.).**

Siège social: L-4963 Clémency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 180.336.

In the year two thousand thirteen, on the twentieth day of December.

Before Maître Paul DECKER, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

"REMA PATRIMONY FOUNDATION", a company incorporated under the laws of Panama (Republic of Panama), having its registered office at 2nd floor, MMG Tower, East 53rd, Street, Marbella, Panama (Republic of Panama), registered with the Register of Panama under number 16164,

here represented by Ms Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on December 18th, 2013.

Such proxy shall be signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing person, represented as aforesaid, is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of "Farbe 2 Luxembourg S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 9, rue Basse L-4963 Clémency, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on August 18th, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2767 on November 6th, 2013,

registered at the Commerce and Companies Register of Luxembourg, under number B 180.336 (the "Company").

The Sole Shareholder, represented as aforesaid, has requested the undersigned notary to pass the following resolutions contained into this agenda

Agenda:

1. Modification of the name of the company into "Paris First Holding S.à r.l.";

2. Revocation of the actual Managers and appointment of Mr. Philippe VANDERHOVEN as Sole Manager of the company;

3. Modification of the object of the company into:

"The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio, with a particular focus on real estate.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds and notes, in accordance with applicable law"

The Sole Shareholder, represented as aforesaid, requests the undersigned notary to record the sole resolution:

First resolution:

The Sole Shareholder changes the name of the Company into "Paris First Holding S.à r.l.", and amends the article 2 of the Company as follows:

" **Art. 2.** The Company's name is "Paris First Holding S.à r.l."."

Second resolution:

The Sole Shareholder revokes the current managers of the Company and decides to appoint M. Philippe VANDERHOVEN as sole manager of the Company.

Third resolution:

The Sole Shareholder modifies the object of the Company and amends the article 3 of the articles of incorporation, which shall from now on read as follows:

“ **Art. 3.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio, with a particular focus on real estate.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds and notes, in accordance with applicable law”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the corporation as a result of this document are estimated at approximately nine hundred eighty-six euro (EUR 986.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, well known by the notary, by her surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mil treize, le vingt décembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

“REMA PATRIMONY FOUNDATION”, une société constituée et régie par les lois de Panama (République de Panama), ayant son siège social à 2nd floor, MMG Tower, East 53rd, Street, Marbella, Panama (République de Panama), enregistrée sous le Registre de Panama (République de Panama) sous le numéro 16164,

ici représentée par Mlle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé le 18 décembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l’enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, est la seule et unique associée («l’Associée Unique») de «Farbe 2 Luxembourg S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 9, rue Basse L-4963 Clémency, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2767 du 6 novembre 2013 (la «Société»),

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la numéro B 180.336 (la «Société»).

L’Associée Unique, représentée comme ci-avant, a requis le notaire soussigné d’acter ce qui suit:

Première résolution:

L’Associée Unique change la dénomination de la Société en «Paris First Holding S.à r.l.», et modifie l’article 2 des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 2.** La Société prend la dénomination de «Paris First Holding S.à r.l.» ».

Deuxième résolution:

L’Associée Unique révoque les gérants actuels de la Société et décide de nommer M. Philippe VANDERHOVEN en tant que gérant unique de la Société.

Troisième résolution:

L’Associée Unique modifie l’objet social de la Société et modifie l’article 3 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 3.** Le but de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l’acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que le transfert par vente, échange ou autrement de titres de toute nature et de l’administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille, avec un accent particulier sur l’immobilier.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également agir en tant que membre ou en commandite à responsabilité illimitée ou limitée pour toutes dettes et obligations de sociétés ou entités similaires.

La Société peut, pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers, toutes opérations, industrielles, financières, immobilier commercial ou les activités de propriété intellectuelle qui pourrait être utile dans l'accomplissement de ces objectifs.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et émettre des obligations et des billets, conformément aux lois applicables.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à neuf cent quatre-vingt-six euros (986,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la requête de la personne comparante et en cas de divergence entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire du comparant connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23/12/2013. Relation: LAC/2013/59559. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 15.01.2014.

Référence de publication: 2014008322/131.

(140008882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Iaba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 66.563.

DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-third day of the month of December;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

The company governed by the laws of Sweden "Aktiebolaget Grundstenen 143090", established and having its registered office in SE-79127 Falun, Mailbox 292 (Sweden), c/o Svenska Standardbolag AB, registered with the Swedish Companies Registration Office (Bolagsverket) under the number 556917-9996,

here represented by Mr. Christophe JASICA, employee, residing professionally in L2370 Howald, 4, rue Peternelchen, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, declares and requests the officiating notary to act:

1) That the public limited company ("société anonyme") "IABA S.A.", established and having its registered office in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 66563, (the "Company"), has been incorporated by virtue of a deed of Me Marthe THYES-WALCH, notary then residing in Luxembourg, on October 6, 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 904 of December 15, 1998,

and that the articles of association have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on July 14, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1788 of September 16, 2009;

2) That the corporate capital is set at thirty thousand nine hundred eighty-six Euros and sixty-nine Cents (30,986.69 EUR), divided into three thousand seven hundred and fifty (3,750) shares without designation of the nominal value;

3) That the appearing party, represented as said before, has successively become the owner of all the shares of the Company (the "Sole Shareholder");

4) That the Sole Shareholder declares to have full knowledge of the articles of association and the financial standing of the Company;

5) That the Sole Shareholder of the Company declares explicitly, the winding-up of the Company and the start of the liquidation process, with effect on today's date;

6) That the Sole Shareholder appoints itself as liquidator of the Company, and acting in this capacity, it has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed;

7) That the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, requests the notary to authenticate its declaration that all the liabilities of the Company have been paid or duly provisioned and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned; furthermore declares the liquidator that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown, and that remain unpaid, it irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities and that as a consequence of the above all the liabilities of the Company are paid;

8) That the Sole Shareholder declares that it takes over all the assets of the Company, and that it will assume any existing debts of the Company pursuant to point 7);

9) That the Sole Shareholder declares formally withdraw the appointment of an auditor to the liquidation;

10) That the Sole Shareholder declares that the liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled;

11) That full and entire discharge is granted to the board of directors and statutory auditor for the performance of their assignment.

12) That the books and documents of the Company will be kept for a period of five years at least at the former registered office of the Company in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-troisième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société régie par les lois de Suède "Aktiebolaget Grundstenen 143090", établie et ayant son siège social à SE-79127 Falun, Mailbox 292 (Suède), c/o Svenska Standardbolag AB, inscrite au registre des sociétés suédois (Bolagsverket) sous le numéro 556917-9996,

ici représentée par Monsieur Christophe JASICA, employé, demeurant professionnellement à L2370 Howald, 4, rue Peternelchen, (le "Mandataire"), en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que la société anonyme "IABA S.A.", établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 66563, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Marthe THYES-WALCH, notaire alors de résidence à Luxembourg, le 6 octobre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 904 du 15 décembre 1998,

et que les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 14 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1788 du 16 septembre 2009;

2) Que le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six Euros et soixante-neuf Cents (30.986,69 EUR), divisé en trois mille sept cent cinquante (3.750) actions sans désignation de valeur nominale;

3) Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la Société (l'"Actionnaire Unique");

4) Que l'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;
 5) Que l'Actionnaire Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;

6) Que l'Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

7) Que l'Actionnaire Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;

8) Que l'Actionnaire Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7);

9) Que l'Actionnaire Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

10) Que l'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres valeurs seront annulés;

11) Que décharge pleine et entière est donnée au conseil d'administration et au commissaire pour l'exécution de leur mandat;

12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. JASICA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2013. LAC/2013/59870. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Référence de publication: 2014008462/120.

(140009264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Poseilux Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 178.911.

In the year two thousand thirteen, on the eighteenth of December.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- P5 Sub L.P.1 a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its manager, Permira V G.P. L.P., a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its general partner Permira V G.P. Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands;

- Permira V L.P.2, a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its general partner, Permira V G.P. L.P., a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its general partner Permira V G.P. Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands;

- P5 Co-Investment L.P., a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its general partner Permira V G.P. L.P., a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its general partner Permira V G.P. Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands;

- Permira Investments Limited, acting by its nominee Permira Nominees Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands;

- P5 CIS S.à r.l., a company organised under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register with number B 178 072, having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

All the parties are here represented by Mr Raymond THILL, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of five (5) proxies given on December 9, 2013.

I. The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing parties declare that they are the shareholders of Poseilux Parent S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, with a share capital of EUR 40.000,-, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 178.911 (the "Company"), incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 12 July 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°2222, page 106636, dated 11 September 2013. The Articles of Association of the Company have not been modified since.

III. The appearing parties, represented as above mentioned, have recognised being fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Dissolution of the Company and putting it into voluntary liquidation and start liquidation proceedings;

2. Appointment of Mr. Cédric Pedoni, born on 24 March 1975 in Villerupt, France and Mr. Eddy Perrier, born on 5 July 1977 in Saint Jean de Maurienne, France, both professionally residing at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg as liquidators of the Company, determination of their powers and granting the largest powers and especially those determined by articles 144 and 145 and following of the Law of 10th August 1915 on commercial companies (as amended) (the "Law") to the liquidators by the shareholders of the Company; and

3. Miscellaneous.

The shareholders have then requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

In compliance with the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law"), the shareholders resolve to dissolve the Company and put it into voluntary liquidation and start the liquidation proceedings.

Second resolution

The shareholders resolve to appoint as liquidators of the Company Mr. Cedric Pedoni, born on 24 March 1975 in Villerupt, France, and Mr. Eddy Perrier, born on 5 July 1977 in Saint Jean de Maurienne, France, both professionally residing at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Both liquidators have accepted this mandate.

The aforesaid liquidators pursuant to this plan of liquidation have as mission to realise the whole of assets and liabilities of the Company and to cease the Company's business. The liquidators are exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect fully rely on the books of the Company. The liquidators may under their own responsibility and regarding special or specific operations, delegate such part of their powers as they may deem fit, to one or several representatives. The sole signature of each liquidator binds validly and without limitation the Company which is in liquidation. The liquidators have the authority to perform and execute all operation provided for in articles 144 and 145 of the Law, without a specific authorisation of a general meeting of shareholder(s).

The liquidators may pay advances on the liquidation surplus after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts, until complete liquidation of the Company's shares.

The liquidators shall draft a report on the results of the liquidation and the employment of the corporate assets with supporting accounts and documents.

Nothing further being on the agenda, the meeting was thereupon closed.

Closure of the meeting

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and on request of the same appearing parties and in the event of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail and be binding.

The document having been read and explained to the appearing party, known by the undersigned notary, the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

En l'an deux mille treize, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dépositaire de la présente minute.

ONT COMPARU:

- P5 Sub L.P.1 un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner, Permira V G.P. L.P., un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner Permira V G.P. Limited avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands;

- Permira V L.P.2 un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner, Permira V G.P. L.P., un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner Permira V G.P. Limited avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands;

- P5 Co-Investment L.P., un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner

Permira V G.P. L.P., un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner Permira V G.P. Limited avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands;

- Permira Investments Limited, agissant par son nommée Permira Nominees Limited avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands;

- P5 CIS S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous numéro B 178 072, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

Toutes les parties sont ici représentées par Monsieur Raymond THILL employé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de cinq (5) procurations délivrées en date du 9 décembre 2013.

I. Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

II. Les parties comparantes déclarent qu'elles sont les associés de la société Poseilux Parent S.à.r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 40.000,-, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.911 (la "Société"), constituée suivant l'acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2222, page 106636, en date du 11 septembre 2013. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

III. Les parties comparantes, représentées comme susmentionné, ont reconnu être entièrement informées des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et mise en liquidation de la Société et commencement de la procédure de liquidation;

2. Nomination de M. Cédric Pedoni, né le 24 mars 1975 à Villerupt, France et M. Eddy Perrier, né le 5 juillet 1977 à Saint Jean de Maurienne, France tous les deux ayant leur adresse professionnelle au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg en tant que liquidateurs de la Société, détermination de leurs pouvoirs et octroi aux liquidateurs des pouvoirs les plus étendus et en particulier ceux énoncés aux articles 144, 145 et suivant de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée) (la «Loi») par les associés de la société; et

3. Divers.

Les associés ont requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi"), les associés décident de la dissolution anticipée de la Société et de sa mise en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

Les associés décident de nommer en tant que liquidateurs Monsieur Cédric Pedoni né le 24 mars 1975 à Villerupt, France et Monsieur Eddy Perrier, né le 5 juillet 1977 à Saint Jean de Maurienne, France tous les deux ayant leur adresse professionnelle au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Les deux liquidateurs ont accepté ce mandat.

Les liquidateurs prénommés suivant ce plan de liquidation ont pour mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la Société et de cesser les activités de la Société. Dans l'exercice de leur mission, les liquidateurs sont dispensés de dresser un inventaire et ils peuvent se référer aux écritures de la Société. Les liquidateurs pourront sous leur seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Les liquidateurs pourront engager la Société en liquidation sous leur seule signature individuelle et sans limitation. Ils disposent de tous les pouvoirs pour effectuer ou exécuter toutes les opérations prévues aux articles 144 et 145 de la Loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale du ou des associé(s).

Les liquidateurs pourront payer des avances sur le boni de liquidation après avoir payé les dettes ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes, jusqu'à la liquidation des parts sociales de la Société.

Les liquidateurs prépareront un rapport sur les résultats de la liquidation et l'utilisation des biens sociaux avec comptes et documents à l'appui.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Clôture de l'assemblée

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de quelque nature qu'ils soient, incombent à la société à raison du présent acte et sont estimés à mille cent euros (EUR 1.100.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête du présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est écrit en anglais, suivi d'une version en langue française. A la demande des mêmes comparants et en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire instrumentant, la personne comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 décembre 2013. LAC/2013/59821. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Référence de publication: 2014008688/159.

(140009229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

H.N.L. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 38.888.

L'an deux mille treize, le trente décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de H.N.L. S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 38.888,

constituée suivant acte, reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 12 décembre 1991, publié au Mémorial C numéro 218 du 23 mai 1992, et que les statuts ont été modifiés:

- par acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 17 juin 1994, publié au Mémorial C numéro 435 du 05 novembre 1994;

- par acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 14 janvier 1998, publié au Mémorial C numéro 486 du 02 juillet 1998;

- par acte sous seing privé en date du 21 décembre 2001 lors de la conversion du capital social en euros, publié par extrait au Mémorial C, numéro 749 du 16 mai 2002;

- par acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, en date du 26 mars 2003, publié au Mémorial C numéro 443 du 23 avril 2003..

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Françoise HÜBSCH, employée, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Les associés présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les associés présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des associés représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le président expose et l'assemblée constate:

I.- Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Présentation du projet de fusion par absorption de la société anonyme - société de gestion de patrimoine familial Alterinvest S.A., ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, rue Goethe 1, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 22.593 par la société absorbante H.N.L. S.à r.l., tel que ce projet de fusion du 27 novembre 2012 a été publié au Mémorial C numéro 3021 du 29 novembre 2012, décision de le ratifier intégralement et de considérer expressément que, du point de vue comptable et fiscal, la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes à la date du 1^{er} janvier 2013.

2. Augmentation de capital à concurrence d'un montant de six cent trente-huit mille huit cent-seize euros et soixante cents (EUR 638'816,60.-), pour le porter de son montant actuel de cent vingt-trois mille neuf cent quarante- six euros et soixante-seize cents (EUR 123'946,76-) à sept cent soixante-deux mille sept cent soixante-trois euros et trente-six cents (EUR 762'763,36.-), par l'émission de vingt-cinq mille sept cent soixante-dix (25'770) parts sociales, sans désignation de valeur nominale, chacune assortie d'une prime de fusion globale de deux millions trois cent soixante-six mille neuf cent deux euros et quinze cents (EUR 2'366'902,15-), attribuées à l'actionnaire unique de la Société absorbée en conformité avec le rapport d'échange indiqué dans le projet de fusion.

3. Réduction de capital d'un montant de cent vingt-trois mille neuf cent quarante-six euros et soixante-seize cents (EUR 123'946,76.-), compte tenu de l'existence de 5'000 (cinq mille) parts sociales de la Société Absorbante dans le patrimoine de la Société Absorbée, pour le ramener de sept cent soixante-deux mille sept cent soixante-trois euros et trente-six cents (EUR 762'763,36.-) à six cent trente-huit mille huit cent seize euros et soixante cents (EUR 638'816,60.-) par l'annulation des 5.000 (cinq mille) parts sociales propres détenues dans son portefeuille suite à la fusion.

4. Augmentation de capital à concurrence d'un montant de cinq mille quatre-cent trente-trois euros et quarante cents (EUR 5 433,40.-) pour le porter de son montant actuel de six cent trente-huit mille huit cent seize euros et soixante cents (EUR 638 816,60.-) à six cent quarante-quatre mille deux cent-cinquante euros (EUR 644 250,00.-), sans création ni émission de nouvelles parts sociales, incorporation de réserves disponibles.

5. Confirmation de la renonciation de tous les actionnaires au rapport de l'expert indépendant en application de l'article 266 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

6. Modification corrélative de l'article 6 des statuts aux fins de refléter les augmentations et la réduction de capital de la société.

7. Constatation de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

8. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III.- Qu'il appert de la liste de présence prémentionnée que les actionnaires représentant l'intégralité du capital social sont présents ou représentés à la présente assemblée générale, de sorte que l'assemblée peut se tenir sans convocations préalables.

IV.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées, à savoir:

a) Publication du projet de fusion établi le 27 novembre 2013 par les Conseils d'administration des sociétés qui fusionnent, le 29 novembre 2013, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

b) Confirmation de la renonciation de tous les actionnaires au rapport de l'expert indépendant en application de l'article 266 (5) de la loi sur les sociétés commerciales.

c) Dépôt des documents exigés par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales au siège social des sociétés un mois au moins avant la date de la réunion des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents pendant le délai légal au siège social de la société restera annexée au présent procès-verbal.

L'assemblée générale, après avoir discuté le projet de fusion, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'approuver sans réserve le projet de fusion du 27 novembre 2013 entre la société absorbée Alterinvest S.A. et la société absorbante H.N.L. S.à r.l., tel que ce projet de fusion a été publié au Mémorial C numéro 3021 du 29 novembre 2013, de le ratifier intégralement et de considérer expressément que, du point de vue comptable et fiscal, la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes à la date du 1^{er} janvier 2013.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital d'un montant de six cent trente-huit mille huit cent-seize euros et soixante cents (EUR 638'816,60.-), pour le porter de son montant actuel de cent vingt-trois mille neuf cent quarante- six euros et soixante-seize cents (EUR 123'946,76.-) à sept cent soixante-deux mille sept cent soixante-trois euros et trente-six cents (EUR 762'763,36.-), par la création et l'émission de vingt-cinq mille sept cent soixante-dix (25'770) parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, chacune assortie d'une prime de fusion globale de deux millions trois cent soixante-six mille neuf cent deux euros et quinze cents (EUR 2'366'902,15.-), attribuées à l'actionnaire unique de la Société absorbée, à savoir Monsieur Hubert LAMY, directeur de sociétés, demeurant à B-1180 Bruxelles, 19, rue Marie Depage (Belgique), en conformité avec le rapport d'échange indiqué dans le projet de fusion.

Compte tenu de l'existence de cinq mille (5'000) parts sociales de la Société Absorbante dans le patrimoine de la Société Absorbée, la Société Absorbante procédera lors de son assemblée générale extraordinaire d'approbation de fusion à une réduction de son capital d'un montant de cent vingt-trois mille neuf cent quarante-six euros et soixante-seize cents (EUR 123'946,76.-), pour le ramener de sept cent soixante-deux mille sept cent soixante-trois euros et trente-six cents (EUR 762'763,36.-) à six cent trente-huit mille huit cent seize euros et soixante cents (EUR 638'816,60.-) par l'annulation des 5.000 (cinq mille) parts sociales propres détenues dans son portefeuille suite à la fusion.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de cinq mille quatre-cent trente-trois euros et quarante cents (EUR 5'433.40.-) pour le porter de son montant actuel de six cent trente-huit mille huit cent seize euros et soixante cents (EUR 638'816,60.-) à six cent quarante-quatre mille deux cent-cinquante euros (EUR 644'250,00.-), sans création ni émission de nouvelles parts sociales, incorporation de réserves disponibles.

Preuve de l'existence des réserves disponibles a été donnée au notaire instrumentant, par un certificat émis par la Gérance de la Société Absorbante.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide suite aux augmentations et à la réduction de capital ci-dessus de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à six cent quarante-quatre mille deux cent-cinquante euros (EUR 644'250,00.-) représenté par vingt-cinq mille sept cent soixante-dix (25'770) parts sociales sans désignation de valeur nominale, toutes intégralement souscrites et libérées»

Cinquième résolution

L'assemblée générale constate l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales.

Sixième résolution

L'assemblée constate la réalisation de la fusion à la date de ce jour de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbée, approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

Déclaration

Conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales, le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié et attesté l'existence et la légalité des actes et formalités ayant incombé à la société absorbée en vue de la fusion opérée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison du présent acte, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 3.600,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Henri DA CRUZ, Françoise HÜBSCH, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 06 janvier 2014. Relation GRE/2014/77. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014008429/140.

(140009619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

HEVAF Master B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.068.100,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 117.683.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Hines Fund Management Company I S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), duly incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, registered at the Luxembourg trade Register section B under the number 103.004,

here represented by Mrs Hadiéh KAVIANI, employee, residing professionally at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Houston, Texas, United States of America on December 20th, 2013.

This proxy, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of HEVAF Master B S.à r.l., a private limited liability company, (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, on June 21st, 2006 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1779, on September 22nd, 2006. The by-laws have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on December 17th, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 304 dated February 11th, 2010.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, has recognized to be duly and fully informed of the following agenda:

- 1) Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire);
- 2) To grant full discharge to the Managers of the Company from further responsibilities in respect of the carrying out of their duties until this day;
- 3) To appoint Hines Fund Management Company I S.à r.l. as liquidator of the Company (the "Liquidator");
- 4) Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;
- 5) Decision to instruct the Liquidator to realise on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay and/or settle all the debts of the Company,
- 6) Miscellaneous.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

In compliance with the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), the Sole Shareholder resolved to dissolve and to voluntary put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to grant full discharge to the Managers of the Company from further responsibilities in respect of the carrying out of their duties until this day.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint Hines Fund Management Company I S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), duly incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, registered at the Luxembourg trade Register section B under the number 103.004, as the Liquidator.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to empower the Liquidator with the broadest powers as provided for in articles 144 and seq. of the Law and further to empower him to do everything which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets under his sole signature for the performance of his duties.

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under his sole responsibility, delegate some of his powers, for especially defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, in accordance with article 148 of the Law.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to instruct the Liquidator to realise, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the company and to pay and/or settle all debts of the Company.

Cost

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

The undersigned notary, who understands and speaks English, recognized that at the request of the party hereto, these minutes have been worded in English followed by a French translation. In case of discrepancy between the English and French versions, the English version shall prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Follows the French translation of the text:

L'an deux mille treize, le vingt-quatre décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu:

Hines Fund Management Company I S.à r.l., une société à responsabilité limitée, de droit de Luxembourg, ayant son siège social sis 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 103.004,

ici représentée par Madame Hadieh KAVIANI, employée, demeurant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Houston, Texas, Etats-Unis d'Amérique le 20 décembre 2013.

La procuration, signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique (l'«Associé Unique») de HEVAF Master B S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie à Luxembourg, ayant son siège social sis 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte de Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, le 21 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 1779 du 22 septembre 2006. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, le 17 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 304 du 11 février 2010.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé de l'ordre du jour suivant:

- 1) Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;
- 2) Accorder la décharge aux gérants de la Société de toute autre responsabilité à l'égard de l'exécution de leurs fonctions respectifs jusqu'à ce jour;
- 3) Nommer Hines Fund Management Company I S.à r.l. en tant que liquidateur (le «Liquidateur») de la Société;
- 4) Attribution des pouvoirs au Liquidateur et détermination de la procédure de liquidation de la Société;
- 5) Décision de confier au Liquidateur la mission de réaliser, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions, tous les actifs de la Société, et de régler et/ou trouver un accord quant à toutes les dettes de la Société;
- 6) Divers.

L'Associé Unique a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'Associé Unique a décidé de dissoudre et de volontairement mettre la Société en liquidation.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'accorder décharge aux gérants de la Société de toute autre responsabilité à l'égard de l'exécution de leurs fonctions respectifs jusqu'à ce jour.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de nommer comme liquidateur Hines Fund Management Company I S.à r.l., une société à responsabilité limitée, de droit de Luxembourg, ayant son siège social sis 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 103.004.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus par les articles 144 et suivants de la Loi et il est autorisé à accomplir tout ce qui est nécessaire à la liquidation de la Société et à la réalisation des actifs de la Société sous la seule signature pour l'exécution de son mandat.

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, en ce compris les actes prévus à l'article 145 de la Loi, sans l'autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa seule responsabilité, certains de ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécifiquement définies, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation à l'Associé Unique conformément à l'article 148 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé de confier au Liquidateur la mission de réaliser, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions, tous les actifs de la Société, et de régler et/ou trouver un accord quant à toutes les dettes de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature que ce soit, payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à approximativement mille deux cents euros (1.200.- EUR).

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante précitée, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivie d'une version française. En cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: H. Kaviani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 décembre 2013. LAC/2013/60809. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Référence de publication: 2014008436/135.

(140009568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

HP Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 138.657,85.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 141.281.

In the year two thousand thirteen, on the eighteenth day of December, before Maître Lecuit notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Stone Ridge Investments Ltd (Cayman), a company incorporated under the laws of the Cayman Islands with registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands and registered with under number MC-266184, (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mr. Juan Alvarez-Hernandez, private employee, with professional address at 6D, route de Trèves, L-2633, Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under a private seal on the 11th day of December, 2013.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated above, notes the provisions of articles 199 and 200-2 of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Law), and requests the undersigned notary to record the following:

i. That he is the sole shareholder of HP Trust S.à r.l. a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) having its registered office at 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 141.281, incorporated pursuant to a deed of Maître Anja HOLTZ, notary residing in Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg, dated 19 August 2008, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N°2311* of 22 September 2008 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître WERSANDT, dated 15. June 2009, notary residing in Luxembourg, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N°1537* dated 10 August 2009.

ii. The issued share capital of the Company is set at one hundred thirty-eight thousand six hundred fifty-seven US Dollars and eighty-five Cents US Dollars (USD 138,657.85) represented by a total of thirteen million eight hundred sixty-five thousand seven hundred eighty-five (13,865,785) shares, each with a nominal value of one Cent of US Dollar (USD 0.01)

iii. The Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the company;

iv. The agenda of the Meeting is worded as follows:

(a) change of the registered address of the Company;

(b) subsequent amendment to article 4, first paragraph, of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the change adopted under item (a) above;

(c) delegation of powers;

(d) miscellaneous.

v. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to move the registered office from its current address 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg to 6D, EBBC, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, with immediate effect.

Second resolution

As a result of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend the article 4, first paragraph, of the Articles, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner for amendments to the articles of association.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to authorize any manager of the company, and/or any employee of MaplesFS (Luxembourg) S.A., each acting individually and with full power of substitution, to make any statement and sign all documents and do everything which is lawful, necessary or simply useful in order to proceed, in accordance with the requirements of the Luxembourg law, to any registration in the shareholder register of the Company and with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg and to any publication in the official gazette of the Grand Duchy of Luxembourg (the *Mémorial C*) in connection with the above resolutions, with the promise ratification of all said actions taken whenever requested.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand euros (1,000.- EUR).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the representative of the appearing party, the said representative of the appearing party signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française:

L'an deux mille treize, le dix-huitième jour du décembre, par-devant nous, Maître Lecuit, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Stone Ridge Investments Ltd (Cayman), une société constituée conformément aux lois des Iles Cayman, avec siège social à c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104 et enregistrée sous le numéro MC-266184 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Juan Alvarez Hernandez, employé privé, demeurant professionnellement au 6D, route de Trèves, L-2633, Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 11 décembre 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme déclaré ci-dessus, prend note des dispositions des articles 199 and 200-2 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi de 1915), laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Qu'il est l'associé unique de HP Trust S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 15, rue du Fort Bourbon, L-1249, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 141.281, constituée suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Wiltz, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 19 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro C-N°2311 en date 22 septembre 2008 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois en date du 15 juin 2009, suivant acte reçu par Maître WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro C-N°1537 du 10 août 2009.

II. Le capital social émis de la Société est fixé à cent trente-huit mille six cent cinquante-sept US Dollars et quatre-vingt-cinq Cents US Dollars (USD 138.657,85) représenté par treize million huit cent soixante-cinq mille sept cent quatre-vingt-cinq (13.865.785) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de un Cent US Dollar (USD 0,01) chacune.;

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est établi comme suit:

- (a) modification du siège social de la Société;
- (b) modification subséquente de l'article 4, premier paragraphe, des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter le changement adopté sous le point (a) ci-dessus;
- (c) délégation des pouvoirs;
- (d) divers.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer l'adresse du siège social de la société du 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg au, 6D, EBBC, route de Trèves, L-2633 Senningerberg avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Suite à la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 4, premier paragraphe, des Statuts, afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.»

Troisième résolution

L'Associé unique décide d'autoriser tout gérant de la Société, et/ou tout employé de MaplesFS (Luxembourg) S.A., chacun agissant individuellement avec pouvoir de substitution, d'effectuer toute déclaration et de signer tous les documents et faire tout ce qui est légal, nécessaire ou simplement utile afin de procéder, en conformité avec les exigences de la loi luxembourgeoise, à toute inscription auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et à toute

publication dans la gazette officielle du Grand-Duché de Luxembourg (le Mémorial C) en liaison avec les résolutions ci-dessus, avec la promesse de ratifier toutes lesdites actions entreprises à chaque demande.

Frais

Le montant total des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille euros (1.000.-EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le dit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. ALVAREZ-HERNANDEZ, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58196. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Référence de publication: 2014008444/134.

(140009409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

**VG AM SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. VG Sicav II).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 135.064.

In the year two thousand and fourteen, on the third of February.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of Shareholders of VG SICAV II (hereafter referred to as the "Fund"), a Société d'investissement à capital variable having its registered office in 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 135.064), incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, on 5th August, 2005, published in the Mémorial C on 21st December, 2005.

The meeting was opened at 14:00 under the chairmanship of Grégory Nicolas, private employee, residing professionally in Luxembourg, who appointed as Secretary Laëtitia Gorlini, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as Scrutineer Philippe Zamperini, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The Bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The agenda of the meeting was the following:

1. Incorporation into the Articles of Incorporation of the Fund of all necessary provisions allowing the transformation of an investment vehicle subject to Part II of the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment (the "Law") into a vehicle governed by the Part I of the Law (the "Transformation").

2. Change of the name of the Fund from VG SICAV II into VG AM SICAV.

3. Amendment of the Prospectus of the Fund as well as all relevant agreements related to the Transformation.

4. Issuance of a Key Investor Information document.

5. Miscellaneous: ratification of the resignation of Mr. Arnaud Bouteiller from its functions as Director of the Fund.

II. The Shareholders were convened to the Meeting by letters containing the Agenda, sent to them by mail on 23rd December 2013 as well as published in the Luxembourg Wort, Tageblatt and Mémorial on 31st December 2013 and 16th January 2014.

III. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the present shareholders, the proxies of the represented shareholders, the bureau of the Meeting and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

IV. It appears from the attendance list that, out of 622,930 shares in circulation, 87,127.186 shares are represented at the meeting.

V. A first meeting of shareholders duly convened, was held on 20th December 2013 in order to decide on the same agenda. This meeting could not take any decision because the legal quorum of presence was not met.

VI. As a result of the foregoing, the present meeting is regularly constituted and may validly decide on the items of the Agenda.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution

The Meeting decided to amend the Articles of Incorporation of the Fund in order to allow the transformation of an investment vehicle subject to Part II into a vehicle governed by the Part I of the Law.

Second resolution

The Meeting decided to change the name of the Fund from VG SICAV II into VG AM SICAV.

The meeting decides consequently to adopt the coordinated version of the Articles of Incorporation in accordance with the modifications mentioned here above:

" **Art. 1. Name.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of Shares, a company in the form of a public limited company (société anonyme) qualifying as a an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "VG AM SICAV" (the "Fund").

Art. 2. Duration. The Fund is established for an unlimited period of time. It may be dissolved at any moment by a Shareholders decision of the general meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Object. The exclusive object of the Fund is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as those referred to in Part I of the Law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the "2010 Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Fund may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Fund is established in Luxembourg-City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of directors.

In the event that the Board of directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg fund.

Art. 5. Share Capital. The capital of the Fund shall be represented by Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund as defined in Article 22 hereof.

The initial capital comes to thirty one thousand Euro (EUR 31'000), divided into thirty one (310) fully paid-up shares of no par value.

The minimum capital of the Fund shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The Board of directors is authorized without limitation to issue further Shares to be fully paid at any time at the net asset value per share or at the respective net asset value per share determined in accordance with Article 22 hereof without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

The Board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Fund or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Shares.

Art. 6. Form of shares. The Board of directors may establish a portfolio of assets constituting a Sub-Fund within the meaning of Article 181 of the 2010 Law, and the proceeds of the issuance of each Sub-Fund shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by law corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, or/and with such specific distribution policy or specific sales and redemption charge structure as shall be determined from time to time by the Board of directors for each Sub-Fund, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board of directors.

The Board of directors may further, within the meaning of Article 181 of the 2010 Law, decide to create within each Sub-Fund one or more Classes of Shares whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but may differ, inter alia, in respect of specific sales and redemption charge structure,

management charge structure, distribution policy, hedging policy or any other features as the Board of directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

In accordance with the above the Board may decide to issue within the same Class of Shares or Sub-Fund two categories where one category is represented by capitalization Shares («Accumulation Shares») and the second category is represented by distribution Shares («Distribution Shares»). The Board may decide if and from what date Shares of any such categories shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board. For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class/category of Shares shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes/categories of Shares.

In these Articles, any reference to a Class of Shares might be construed as a reference to a Sub-Fund or a category of Shares if the context so requires.

For each sub-fund, shares are only issued in registered form as further specified under the applicable sales documents of the Fund.

Shares in registered form are dematerialised. No shares certificate will be issued.

The Fund may issue fractional shares (thousands). In case fractional registered shares are issued, a confirmation of subscription shall be issued.

Shares must be fully paid-up and are issued with no par value. There is no restriction with regard to the number of shares which may be issued.

The inscription of the shareholder's name in the shareholders' register evidences his right to ownership of such registered shares. The shareholders' register is kept at the register office of the SICAV.

Art. 7. Restriction on ownership. The Fund may restrict or prevent the ownership of Shares in the Fund by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Fund such holding would present a violation of the laws of the Grand Duchy or abroad, or if as a result thereof the Fund may become subject to taxation in countries other than the Grand Duchy or may otherwise be detrimental to the Fund. For this purpose, the Fund may:

a) refuse the issuance of Shares and registration of the transfer of shares, if it appears that such issuance or such transfer would or could result in the attribution of property of the share to a person not authorized to hold shares of the Fund;

b) request at any time that a person appearing in the Register of Shareholders, or any other person requesting the registration of a share transfer, to furnish all information and certificates it deems necessary, including and not limited to a sworn declaration in order to determine whether such shares are or shall effectively be owned by a person authorized to hold shares of the Fund and

c) proceed in the compulsory repurchase of all the shares, if it appears that a person not authorized to hold shares in the Fund, be it individually or jointly with other persons, is the owner of shares in the Fund, or proceed to the compulsory repurchase of all or part of such shares, if it appears to the Fund that one or several persons are owners of a percentage of shares in the Fund which would result in the Fund being subject to tax laws or other laws, of jurisdictions other than those of Luxembourg. In such case, it will be processed as follows:

1. The Fund shall send a notice (hereafter named "repurchase notice") to the shareholder owning the shares or appearing in the Register of Shareholders as owner of the shares to repurchase; the repurchase notice shall specify the securities to be repurchased, the repurchase price payable and the place where such price is to be paid. The repurchase notice shall be mailed to the shareholder by registered letter addressed to his last known address or such address as entered in the Register of Shareholders. The shareholder concerned shall be bound to present without delay to the Fund the certificate(s), if any, representing the shares specified in the repurchase notice. Upon the closure of the offices of the Fund on the day specified in the repurchase notice, the shareholder concerned shall cease to be the owner of the shares specified in the repurchase notice; and if the relevant shares are in his name as a holder, such shares shall be barred in the Register of Shareholders;

2. The price at which the shares specified in the repurchase notice are repurchased (the "repurchase price") shall be equal to the net assets of the shares in the Fund, as determined on the day of the repurchase notice according to Article 22 of these Articles;

3. Payment of the repurchase price shall be made in the valuation currency of the concerned Sub-Fund to the owner of the Shares; the amount shall be deposited by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the repurchase notice), which will remit the amount to the shareholder concerned against delivery of the certificate(s), if any, representing the Shares indicated in the repurchase notice. Immediately after the payment of the price under these conditions, no person interested in the Shares mentioned in the repurchase notice is entitled to assert claims on such shares nor exercise any action against the Fund or its assets, except the right of a shareholder appearing as the owner of the Shares, to receive the amount deposited (without interest) at the bank in exchange for the restitution of the certificate(s), if issued;

4. The exercise by the Fund of rights granted in this Article may in no case be challenged or invalidated on the grounds that ownership of the Shares in the Fund is not sufficiently evidenced for a person by the Fund when sending the repurchase notice, under the sole condition that the Fund

5. exercises its powers in good faith; and

d) the Fund may refuse at any general meeting the voting right of any person not authorized to hold shares in the Fund.

In particular, the Shares are not being offered in the United States, and may be so offered only pursuant to an exemption from registration under the Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act"). The Shares have not been registered with the Securities and Exchange Commission or any state securities commission nor has the Fund been registered under the Investment Company Act of 1940, as amended (the "1940 Act"). No transfer or sale of the Shares shall be made unless, among other things, such transfer or sale is exempt from the registration requirement of the 1933 Act and any applicable state securities laws, or is made pursuant to an effective registration statement under the 1933 Act and such securities laws and would not result in the Fund becoming subject to registration or regulation under the 1940 Act.

Art. 8. General Meetings. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Fund shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

Art. 9. Annual General Meeting. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Fund, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 4th Tuesday of the month of July each year at 2:00 p.m. (Luxembourg time) or, if any such day is not a Bank Business Day, on the next following Bank Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. Holding of the Meeting. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Fund, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Class, regardless of the net asset value per share within its Class, is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or telegram, telex or facsimile. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The Board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Art. 11. Convening of General Meetings. Shareholders will meet upon call by the Board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

Notice shall be published in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg and in a Luxembourg newspaper to the extent required by Luxembourg law, and in such other newspapers as the Board of directors may decide.

By derogation to the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Fund is not required to send the annual accounts, as well as the report of the approved statutory auditor and the management report to the registered shareholders at the same time as the convening notice to the annual general meeting. The convening notice shall indicate the place and practical arrangements for providing these documents to the shareholders and shall specify that each shareholder may request that the annual accounts, as well as the report of the approved statutory auditor and the management report are sent to him.

The convening notices to general meetings of shareholders may provide that the quorum and the majority at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise a voting right attaching to his shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

Art. 12. Administration of the Fund. The Fund shall be managed by a Board of directors composed of not less than three (3) members; who need not be Shareholders of the Fund.

The directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

Art. 13. Board Meeting. The Board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest, and more specifically to appoint a Luxembourg Management Company in accordance with Chapter 15 of the 2010 Law.

The Board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for

keeping the minutes of the meetings of the Board of directors and of the Shareholders. The Board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and the Board of directors, but in his absence the Shareholders or the Board of directors may appoint another director (and, in respect of Shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The chairman shall have casting vote.

The Board of directors from time to time may appoint the officers of the Fund, including a general manager, a secretary, and any deputy general manager, deputy secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Fund. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of directors. Officers need not be directors or Shareholders of the Fund. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of directors.

Written notice of any meeting of the Board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, telex, facsimile or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of directors.

Any director may act at any meeting of the Board of directors by appointing in writing or by e-mail, telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of directors. Directors may not bind the Fund by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of directors.

The Board of directors can deliberate or act validly only if at least its half members are present or represented at a meeting of the Board of directors. Resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The Board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Fund or to any other contracting parties.

A director may also participate at any meeting of the Board of directors by conference call or videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such director. Such means must allow the director to effectively act at such meeting of the Board of directors, and is subject to confirmation in writing to the vote.

The directors, acting unanimously by a circular resolution, may express their consent on one or several separate instruments in writing or by telex, e-mail, telegram or facsimile transmission confirmed in writing which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

Art. 14. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 15. Powers of the Board of directors. The Board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund.

The Board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Fund in accordance with Part I of the 2010 Law.

The Board of directors may decide that investment of the Fund be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the 2010 Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union which is regulated, operated regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing in Eastern and Western Europe, Africa, the American continents, Asia and Oceania or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognized and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of the issue include an undertaking that an application will be made for admission to official listing on any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such listing is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Fund.

The Board of directors of the Fund may decide to invest under the principle of risk-spreading up to 100 % of the total net assets of each Sub-Fund of the Fund in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any member state of the European Union, its local authorities, a non-member state of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Fund or public international bodies of which one or more of member states of the European Union are members, provided that in the case where the Fund decides to make use of this provision the relevant Sub-Fund must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than 30 % of such Sub-Fund's total net assets.

The Board of directors may decide that investments of the Fund be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the 2010 Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the 2010 Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Fund may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Fund.

The Board of directors may decide that investments of the Fund be made so as to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is clearly disclosed in the sales documents of the Fund.

The Board of directors will not invest more than 10% of the total net assets of a Sub-Fund in units of undertakings for collective investments as defined in article 41 (1) e) of the 2010 Law unless otherwise provided specifically for a Sub-Fund in the sales document of the Fund. For the purpose of the application of this investment limit, each compartment of a UCI with multiple compartments within the meaning of Article 181 of this 2010 Law is to be considered as a separate issuer provided that the principle of segregation of the obligations of the various compartments vis-à-vis third parties is ensured.

Investments made in units of UCIs other than UCITS may not in aggregate exceed 30% of the total net assets of the Company.

Art. 16. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Fund and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Fund is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Fund who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Fund may have an interest in any transaction of the Fund submitted for approval to the Board of directors and which conflicts with the interests of the Fund, such Director or officer shall make known to the Board of directors such conflicts of interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

Such conflicts of interests as referred to in this Article sixteen, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any affiliated or associated company of any external investment manager appointed by the Fund, or such other person, corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of directors on its discretion.

Art. 17. Indemnification. The Fund may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Fund or, at its request, of any other corporation of which the Fund is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct. In the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

As remuneration for their activities, the general meeting may allocate to the directors a fixed annual sum as directors' fees, the amount of which shall be considered as part of the general operating expenses of the Fund and which may be apportioned between the directors at their discretion.

Moreover, the directors may be reimbursed for expenses incurred for the Fund to the extent that they are deemed reasonable.

Art. 18. Commitment of the Fund towards third party. The Fund will be bound by the joint signature of any two directors, by the individual signature of any duly authorized officer of the Fund or by the individual signature of any other person to whom the Board of directors has conferred special powers. The Board may also delegate the daily management and affairs of the Company to one of its members.

Art. 19. Auditor. Business of the Fund as well as its financial situation, including in particular the keeping of the accounts, shall be supervised by an independent auditor who shall carry out his duties as required by the 2010 Law.

The independent auditor shall be appointed by the general meeting of the shareholders. The independent auditor in office may be revoked in accordance with the laws in force.

Art. 20. Issue, Conversion, Redemption and Transfer of Shares. Initial offer details for new Sub-Funds are disclosed in the applicable sales documents of the Fund.

Unless otherwise provided for a Sub-Fund in the applicable sales documents of the Fund, subscriptions for shares in each Sub-Fund can be made on any Bank Business Day. Applications for subscriptions will normally be satisfied, if accepted, on a Valuation Day, provided that the application is received by 4.00 p.m. (Luxembourg time) the Bank Business Day preceding such Valuation Day.

Applications notified after this deadline will be satisfied on the next following Valuation Day.

The subscription price is payable in the currency of the relevant share class within three Bank Business Days following the applicable Valuation day.

Applications for subscriptions must be sent in writing, fax or swift to the Administrative Agent or with any other appointed agent (if sent by fax or by electronic means to be followed promptly by the original by post only for the first subscription and with the mention "already faxed").

Applications for subscription may, at the subscriber's choice, pertain to a number of shares to be subscribed or to an amount to be invested in the Fund. Only in this latter case, fractional shares might be issued.

The rights attached to the shares are those provided for in the Luxembourg law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, unless superseded by the 2010 Law.

All shares of the Fund have an equal voting right, whatever their value (except that portion of a share that is a fractional share). The shares of the Fund have an equal right to the liquidation proceeds of the Fund.

The countries where the Fund is distributed may decide to apply minimum subscription amounts as described in the local documents in force.

The minimal initial subscription in any Sub-Fund is specified in the applicable sales documents of the Fund. The holding value in each Sub-Fund may only fall below such minimum as a result of a decrease of the net asset value per share of the Sub-Fund concerned.

Shares shall be allotted at the net asset value per share determined as of the Valuation Day following the Bank Business Day on which the application has been accepted.

In certain countries, investors may be charged with additional amounts in connection with the duties and services of local paying agents, correspondent banks or similar entities.

Shares may be subscribed against contributions in kind considered acceptable by the Board of Directors on the basis of the investment policy of the relevant Sub-Fund and will be valued in an auditor's report as required by Luxembourg law. The relevant fees will be paid by the subscriber.

The Fund reserves the right to:

- accept or refuse any application in whole or in part and for any reason;
- repurchase, at any time, shares held by persons not authorised to buy or own the Fund's shares.

The Fund may also limit the distribution of shares of a given Sub-Fund to specific countries.

The Fund has delegated to the Management Company the administration and marketing services in respect of all the sub-funds. Pursuant to such delegation, the Management Company or its delegates will monitor the prevention of anti-money laundering measures. Measures aimed at the prevention of money laundering may require an applicant for shares to certify its identity to the Management Company or its delegates. Depending on the circumstances of each application, verification may not be required where the applicant makes the payment from an account held in the applicant's name at a recognised financial institution, or the application is made through a recognised intermediary. These exceptions will only apply if the financial institution or intermediary referred to above is established within a country recognised by Luxembourg as having equivalent anti-money laundering regulations.

Shareholders are informed that their personal data or information given in the subscription documents or otherwise in connection with an application to subscribe for shares, as well as details of their shareholding, will be stored in digital form and processed in compliance with the provisions of the Luxembourg law of 2nd August 2002 on data protection. In particular, such process of personal data or information implies that subscribing the Fund, Shareholders consent that their personal data or any information relating to them be disclosed (i) to any entity of the promoter's group and any affiliate, or (ii) to any authority in any country when required by law or regulation.

The Fund shall normally issue confirmations of shareholding to the holder of shares. The inscription of the shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered shares.

Confirmation of completed subscriptions together with share certificates, if applicable, may be sent by fax, swift, dedicated interface file or by mail at the risk of the investor, to the address indicated in the subscription form within seven Bank Business Days following the issue of the shares.

Issue of shares of a given Sub-Fund shall be suspended whenever the determination of the net asset value per share of such Sub-Fund is suspended by the Fund as provided into the applicable sales documents of the Fund.

Subject to any suspension of the determination of the net asset values concerned and to compliance with any eligibility conditions, Shareholders have the right to convert all or part of the shares they hold in any Sub-Fund/Class of shares into shares of another existing Sub-Fund/Class of shares by making a request in writing, by fax to the Administrative Agent indicating the number and the reference name of the shares to be converted.

The conversion request must be received by 4.00 p.m. (Luxembourg time) the Bank Business Day preceding the applicable Valuation Day and must be accompanied by a duly filled out transfer form, or by any document vouching for the transfer.

Requests received after this deadline will be satisfied on the next following Valuation Day.

The number of shares issued upon conversion will be based upon the respective net asset values of the shares of the two Sub-Funds concerned on the common Valuation Day following the Bank Business Day on which the conversion request is accepted.

If the net asset values concerned are expressed in different currencies, the conversion will be calculated by using the exchange rate applicable on the relevant Valuation Day on which the conversion is to be effected.

Under the responsibility of the Board of Directors and with the approval of the Shareholders concerned, conversions may be effected in kind by transfer of a representative selection of the original Sub-Fund's/Class of shares' holding in securities and cash pro rata to the number of shares converted, to the receiving Sub-Fund/Class of shares having a compatible investment policy as certified by the auditor of the Fund.

Any expenses incurred in the transfers shall be borne by the Shareholders concerned.

After the conversion, the Fund shall inform the shareholders of the number of new shares obtained at conversion as well as their price.

In addition, if, as a result of a conversion, the value of a Shareholder's remaining holding in the original Sub-Fund/Class of shares would become less than the minimum holding referred to for each Sub-Fund/Class of shares in the applicable sales documents of the Fund, the relevant Shareholder will be deemed to have requested the conversion of all of his shares.

Any Shareholder may present to the Administrative Agent his request for redemption by number of shares or by amount to be redeemed. The redemption can be done in part or whole on any Valuation Day.

Redemption requests received until 4.00 p.m. (Luxembourg time) the Bank Business Day preceding a Valuation Day (the "Cut-off time") will be executed at the net asset value per share determined as of that Valuation Day. Redemption requests received after the Cut-off time will be executed on the following Valuation Day.

Redemption payments will be made in the currency of the relevant shares class at the latest on the third Bank Business Day following the applicable Valuation Day.

Under the responsibility of the Board of Directors and with the approval of the Shareholders concerned redemptions may be effected in kind. Shareholders are free to refuse the redemption in kind and to insist upon cash redemption payment in the reference currency of the relevant shares class. Where Shareholders agree to accept redemption in kind they will, to the extent possible, receive a representative selection of the Sub-Fund's holding in securities and cash pro rata to the number of shares redeemed. The value of the redemption in kind will be certified by an auditor's certificate drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law. Any expenses incurred for redemptions in kind shall be borne by the Shareholders concerned.

If, as a result of a redemption, the value of a Shareholder's holding in a Sub-Fund would become less than the minimum holding referred to for each Class of shares in the applicable sales documents of the Fund, the relevant Shareholder will be deemed (if so decided from time to time by the Board of Directors) to have requested redemption of all of his shares. Also, the Board of Directors may, at any time, decide to compulsorily redeem all shares from Shareholders whose holding in a Sub-Fund is less than the minimum holding referred to above. In case of such compulsory redemption, the Shareholder concerned will receive a one month prior notice so as to be able to increase his holding above the minimum holding at the applicable net asset value.

Where redemption requests received for one Sub-Fund on any Valuation Day exceed 10% of the net assets thereof, the Board of Directors may delay the execution, or may only partially execute such redemption requests. Any shares which, by virtue of this limitation, are not redeemed as at any particular Valuation Day shall be carried forward for realisation on the next following applicable Valuation Day in priority to subsequent requests.

In normal circumstances the Board of Directors will maintain adequate level of liquid assets in order to meet redemption requests.

Redemption of shares of a given Sub-Fund shall be suspended whenever the determination of the net asset value per share of such Sub-Fund is suspended by the Fund as provided into the applicable documents of the Fund.

A Shareholder may not withdraw his request for redemption of shares of any one Sub-Fund except in the event of a suspension of the determination of the net asset value of the shares of such Sub-Fund and, in such event, a withdrawal will be effective only if written notification is received by the Administrative Agent before the termination of the period of suspension. If the request is not withdrawn, the Fund shall proceed to redemption on the first applicable Valuation Day following the end of the suspension of the determination of the net asset value of the shares of the relevant Sub-Fund.

The redemption price for shares of the Fund may be higher or lower than the purchase price paid by the shareholder at the time of subscription due to the appreciation or depreciation of the net assets.

A Shareholder may request the transfer of part or all of his Shares to another person. The transfer may only be processed provided the Fund is satisfied that the transferor and the transferee fulfill all the requirements applicable to redemption and subscription of Shares.

The transfer of Shares may normally be effected by delivery to the relevant Registrar and Transfer Agent of an instrument of transfer in appropriate form. On the receipt of the transfer request, and after reviewing the endorsement(s), signature(s) may be required to be certified by an approved bank, stock broker or public notary.

The right to transfer Shares is subject to the minimum investment and holding requirements as further disclosed for each Sub-Fund in the applicable sales documents of the Fund.

Shareholders are advised to contact the relevant Registrar and Transfer Agent prior to requesting a transfer to ensure that they have the correct documentation for the transaction.

Art. 21. Suspension of the Net Asset Value calculation and of the issue, conversion and redemption of shares. For the purpose of determination of the issue, redemption and conversion prices, the Net Asset Value of Shares in the SICAV shall be determined as to the Shares of each Class of Shares by the Fund from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of directors by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day"), provided that in any case where any Valuation Day would fall on a day observed as a holiday by banks in Luxembourg or in any other place to be determined by the Board of directors, such Valuation Day shall then be the next bank business day following such holiday.

The Fund may suspend the determination of the Net Asset Value of Shares of any particular Class and the issue and redemption of its Shares from its Shareholders as well as conversion from and to Shares of each Class during:

a) any period when any of the principal stock exchanges or organized markets on which any substantial portion of the investments of the Fund attributable to such Sub-Fund from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

c) any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the directors be effected at normal rates of exchange; or

d) as soon as the decision to liquidate one or more Sub-Fund/Classes of Shares is taken or in the case of the Fund's dissolution; or

e) any period when any Sub-Fund of the Fund is a feeder of a master UCITS which is itself entitled to suspend the Net Asset Value, the redemption or subscription of its shares, whether at its own initiative or at the request of its competent authorities; the determination of the Net Asset Value of shares and the issue, redemption and conversion of shares shall be suspended within the same period of time as the master UCITS; or

f) if, in exceptional circumstances, the Board of Directors determines that suspension of the determination of Net Asset Value is in the best interest of Shareholders (or shareholders in that sub-fund as appropriate).

Any such suspension shall be publicized, if appropriate, by the SICAV and shall be notified to Shareholders requesting purchase of their Shares by the SICAV at the time of the filing of the written request for such purchase as specified in Article twenty hereof.

Such suspension as to any Sub-Fund/Class of Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the Shares of any other Sub-Fund/Class of Shares.

Any redemption/conversion request made or in abeyance during such a suspension period may be withdrawn by written notice to be received by the Fund before the end of such suspension period. Should such withdrawal not be effected, the shares in question shall be redeemed/converted on the first Valuation Day following the termination of the suspension period. In the event of such period being extended, notice may be published in newspapers in the countries where the Fund's shares are publicly sold. Investors who have requested the issue, redemption or conversion of shares shall be informed of such suspension when such request is made.

Art. 22. Net Asset Value. The Net Asset Value of Shares of each Sub-Fund/Class of Shares in the Fund shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant Sub-Fund/Class of Shares and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Fund corresponding to each Class of Shares (being the assets of the Fund corresponding to such Class, less its liabilities attributable to such Class at the close of business on such date) by the number of Shares of the relevant Class then outstanding and by possibly rounding the resulting sum up or down to the nearest unit of currency, in the following manner:

A. The assets of the Fund shall be deemed to include:

a) all cash in hand or receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

c) all bonds, time notes, Shares, units/Shares in undertakings for collective investment, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Fund;

d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund (provided that the Fund may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary expenses of the Fund insofar as the same have not been written off, and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Fund may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(2) The value of securities and/or financial derivative instruments which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based on the last available prices of the Valuation Day and, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities and/or financial derivative instruments, and each security and/or financial derivative instrument traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities and/or financial derivative instruments;

(3) for non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith on the basis of foreseeable sales prices;

(4) Shares or units in open-ended investment funds shall be valued at their last available calculated net asset value;

(5) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis as determined by the Board of directors. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

(6) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in accordance with market practice.

(7) swaps are valued at their fair value based on the underlying securities.

In the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board of directors may adjust the value of any investment or permit some other method of valuation to be used for the assets of the Fund if it considers that the circumstances justify that such adjustment or other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of such investments.

In circumstances where the interests of the Fund or its Shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board of directors may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Fund's assets, as further described in the sales documents of the Fund.

B. The liabilities of the Fund shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including investment advisory fee, custodian fee and corporate agents' fees);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Fund where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves if any authorized and approved by the Board of directors and

e) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Fund. In determining the amount of such liabilities the Fund shall take into account all expenses payable by the Fund comprising formation expenses, the remuneration and expenses of its directors and officers, including their insurance cover, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses of service providers and officers, accountants, custodian and correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Fund, fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the sales documents, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Fund may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature and on estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There may be established a pool of assets for each Class of Shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each Class of Shares may be applied in the books of the Fund to the pool of assets established for that Class of Shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset may be applied in the books of the Fund to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool,

d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, as insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools pro rata to the net asset values of the relevant Class of Shares;

e) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such dividends.

If there have been created, as more fully described in Article 6 hereof, within the same Sub-Fund two or several Classes, the allocation rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to such Classes.

D. For the purposes of this Article:

a) Shares of the Fund to be redeemed under Article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

b) all investments, cash balances and other assets of the Fund not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any Class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares and

c) Shares to be issued by the Fund pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the close of business on the Valuation Day referred to in this Article and such price, until received by the Fund, shall be deemed to be a debt due to the Fund.

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Fund on such Valuation Day, to the extent practicable;

Art. 33. Accounting year and currency of the Fund. The accounting year of the Fund shall begin on the 1st April of a year and shall terminate on the 31st March.

The accounts of the Fund shall be expressed in Euro. When there shall be different Sub-Funds/Classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds/Classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euro and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Fund.

Art. 24. Profit Balance. The appropriation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting upon proposal by the Board of directors.

Any resolution of a general meeting of Shareholders deciding on whether or not dividends are declared to the Shares of any Class or whether any other distributions are made in respect of each Class of Shares shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the Shareholders of such Class.

The Board of directors may approve the payment of interim dividends for the past or the current financial year subject to such further conditions as set forth by law

No distribution may be made if as a result thereof the capital of the Fund became less than the minimum prescribed by law.

The dividends declared will be paid in such currencies at such places and times as shall be determined by the Board of directors.

Dividends may further, in respect of any Class of Shares, include an allocation from an equalization account which may be maintained in respect of any such Class and which, in such event, will, in respect of such Class be credited upon issue of Shares and debited upon redemption of Shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such Shares.

Upon the creation of a Class of Shares, the Board of directors may decide that all Shares of such Class shall be Accumulation Shares and that, accordingly, no dividends will be distributed in respect of such Shares. The Board of Directors may also decide that there shall be issued, within the same Class of shares, two Categories where one Category is represented by capitalization shares and the second Category is represented by distribution shares. No dividends shall be declared in respect of capitalization Shares issued as aforesaid.

Art. 25. Custodian. The Fund shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the 2010 Law (the "Custodian"). All securities and cash of the Fund are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Fund and its Shareholders the responsibilities prescribed by law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the directors shall use their best endeavours to find a corporation to act as custodian and upon doing so the directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board of directors may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 26. Dissolution, Liquidation, Merger. The Board of Directors may at any moment and for any reason whatsoever propose the dissolution and liquidation of the Fund to an extraordinary general meeting. The issue of new Shares and the repurchase by the Fund of Shares from holders as presented for repurchase shall cease on the day of publication of the convening notice for the general meeting in which the dissolution and the liquidation of the Fund are proposed.

In the event of the winding up of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators who may be individuals or legal entities and who shall have been appointed by the general meeting of Shareholders, which shall determine their powers and their compensation.

The net liquidation proceeds in each Sub-Fund shall be distributed to the holders of Shares proportionally with respect to the number of Shares they hold in the relevant Sub-Fund. Amounts not claimed by Shareholders at the close of liquidation shall be deposited with the "Caisse de Consignations" in Luxembourg within nine months following the decision of liquidation.

A Sub-Fund, respectively a Class, may be dissolved by compulsory redemption of Shares of the Sub-Fund/Class concerned, upon:

a) a decision of the Board of directors if the net assets of the Class concerned have decreased below Euro 5 million or the equivalent in another currency during a certain period of time as disclosed in the applicable sales documents of the Fund, or if the net assets of the Sub-Fund or Class concerned have decreased below such an amount considered by the Board of Directors as the minimum level under which such Sub-Fund or Class may no longer operate in an economically efficient way, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class would justify the liquidation of such Sub-Fund or Class, or if it is required by the interests of the Shareholders concerned, or

b) the decision of a meeting of holders of Shares of the relevant Sub-Fund/Class. There shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the Shares of the Class concerned.

In such event the Shareholders concerned will be advised and the net asset value of the Shares of the relevant Sub-Fund/Class shall be paid on the date of the compulsory redemption. The relevant meeting may also decide that assets attributable to the Class concerned will be distributed on a prorata basis to the holders of Shares of the relevant Sub-Fund/Class which have expressed the wish to receive such assets in kind.

A meeting of holders of Shares of a Sub-Fund/Class may decide to amalgamate such Sub-Fund/Class with another existing Sub-Fund/Class in the Fund or to contribute the assets (and liabilities) of such Sub-Fund/Class to another undertaking for collective investment against issue of Shares of such undertaking for collective investments to be distributed to the holders of Shares of the Sub-Fund/Class considered. If such amalgamation or contribution is required by the interests of the Shareholders concerned or if the net assets of the Sub-Fund/Class have decreased below Euro 5 million or the equivalent in another currency during a certain period of time as disclosed in the applicable sales documents of the Fund, it may be decided by the Board of directors.

However, for any merger where the merging fund would cease to exist, the merger must be decided by a meeting of shareholders of the merging fund deciding in accordance with the quorum and majority requirements provided by law.

Should the Fund cease to exist following a merger, the effective date of the merger must be recorded by notarial deed.

Insofar as a merger requires the approval of shareholders pursuant to the provisions above, only the approval of the shareholders of the sub-fund concerned shall be required.

Any merger is subject to prior authorisation by the CSSF which shall be provided with specific information as described in Article 67 of the 2010 Law, and, in particular, with the common draft terms of the proposed merger duly approved by the merging fund and the receiving fund.

The common draft terms of the proposed merger shall set out particulars precisely listed in Article 69 of the 2010 Law including but not limited to:

- a) an identification of the type of merger and of the funds involved,
- b) the background to and the rationale for the proposed merger,
- c) the expected impact of the proposed merger on the shareholders of both the merging and the receiving fund,
- d) the criteria adopted for valuation of the assets and, where applicable, the liabilities on the date for calculating the exchange ratio,
- e) the calculation method of the exchange ratio,
- f) the planned effective date of the merger,
- g) the rules applicable to the transfer of assets and the exchange of shares, respectively, and
- h) as the case may be, the Instruments of Incorporation of the newly constituted receiving fund.

In accordance with Article 70 of the 2010 Law, the depositaries of the merging and the receiving funds, insofar as they are established in Luxembourg, must verify the conformity of the particulars with the requirements of the 2010 Law and the Instruments of Incorporation of their respective fund.

In accordance with Article 71 of the 2010 Law, the merging fund established in Luxembourg shall entrust either an approved statutory auditor or, as the case may be, and independent auditor.

A copy of the reports of the approved statutory auditor or, as the case may be, the independent auditor shall be made available on request and free of charge to the shareholders of both the merging and the receiving fund and to their authoritative competent authorities.

Shareholders of the merging and the receiving fund shall be provided with appropriate and accurate information on the proposed merger so as to be able to make an informed judgment of the impact of the merger on their investment.

The decision shall be published upon the initiative of the Fund. The publication shall contain information about the new Sub-Fund/Class or the relevant undertaking for collective investment and shall be made at least 30 days before the last date for requesting redemption or, as the case may be, conversion without any charge other than those retained by the Fund to meet disinvestment costs. The shareholders right to request redemption or, as the case may be, conversion of their shares shall become effective from the moment that the shareholders of the merging fund and those of the receiving fund have been informed of the proposed merger in accordance with the above paragraph and shall cease to exist five working days before the date for calculating the exchange ratio.

Once this period elapses, the decision to merge becomes binding on all shareholders who have not yet availed themselves of the above-mentioned facility.

For such Class meetings, there shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the Shares of the Class concerned.

In case of an amalgamation with an unincorporated mutual fund (fonds commun de placement) or a foreign collective investment undertaking, decisions of the Class meeting of the Class concerned shall be binding only for holders of Shares that have voted in favour of such amalgamation.

If following a compulsory redemption of all Shares of one or more Classes, payment of the redemption proceeds cannot be made to a former shareholder, then the amount in question shall be deposited with the Caisse de Consignations within 9 (nine) months following the decision of liquidation for the benefit of the person(s) entitled thereto until the expiry of the period of limitation. The close of liquidation of one or more Sub-Funds or Classes shall in principle also take place within 9 (nine) months from the Board of Directors' decision to liquidate the Sub-Funds or Classes.

If there have been created, as more fully described in Article 5 hereof, within the same Class of Shares two categories, the dissolution rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to such categories of Shares.

Where funds have designated a management company, legal, advisory or administrative costs associated with the preparation of the merger shall not be charged to the merging or receiving fund, or to any of their shareholders.

Further details on cross-border as well as domestic funds/sub-funds mergers are disclosed in Chapter 8 of the 2010 Law.

In the event that the Board of directors determines that it is required by the interests of the Shareholders of the relevant Sub-Fund/Class or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund/Class concerned has occurred which would justify it, the reorganization of the Sub-Fund, by means of a division into two or more Classes and Categories, may be decided by the Board of directors. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new Classes. Such publication will be made within one month before the date on which the reorganization becomes effective in order to enable the Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge before the operation involving division into two or more Classes becomes effective.

Art. 27. Investment in one or more other Sub-Funds of the Fund. Pursuant to Article 181 (8) of the Law, any sub-fund of the Fund may subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more sub-funds of the Fund without the Fund being subject to the requirements of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, with respect to the subscription, acquisition and/or the holding by a company of its own shares, under the conditions however that:

- the target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund who has invested in this target Sub-Fund; and
- no more than 10% of the assets that the target Sub-Funds whose acquisition is contemplated may be invested in shares of other target Sub-Funds of the Fund; and
- voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- in any event, for as long as these securities are held by the Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Fund for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and
- there is no duplication of management, subscription or repurchase fees between those at the level of the Sub-Fund of the Fund having invested in the target Sub-Fund, and this target Sub-Fund.

Art. 28. Master-feeder structures. Subject to the respect of the provisions of Chapter 9 of the 2010 Law, the Fund or one of its sub-fund may become a feeder Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities ("UCITS") by investing at least 85% of its assets in shares of another UCITS or any of its sub-funds (the "Master UCITS").

The Fund or one of its sub-fund may also become a Master UCITS if is not itself a feeder UCITS, if it does not hold units of a feeder UCITS and if it has among its shareholders at least one feeder UCITS.

The adoption of one of the other structure by the Fund shall be subject to the prior approval of the Luxembourg Supervisory Authority, the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF"), and shall be specifically disclosed in the Fund's Prospectus and marketing communications.

Further details on master-feeder structures may be found in Chapter 9 of the 2010 Law.

Art. 29. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of Shares of any Sub-Fund/Class vis-à-vis those of any other Class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Sub-Fund/Class.

Art. 30. Formation and Operating costs. The Fund shall bear its formation costs, including notably the costs for the preparation and printing of the sales documents, notary fees, registration costs with administrative and stock exchange authorities, the costs for printing certificates and all other expenses in relation with the incorporation and the launching of the Fund.

Sub-funds will bear their own launch, liquidation and restructuring costs.

These costs may be amortized over a period not exceeding the first 5 financial years.

The Fund shall bear all operating costs, such as provided in Article 22 paragraph B.

Art. 31. General Provisions. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 2010 Law and the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended."

Third resolution

The Meeting decided to amend the Prospectus of the Fund as well as all relevant agreements related to the Transformation.

Fourth resolution

The Meeting decided to issue a Key Investor Information document.

Fifth resolution

The Meeting decided to ratify the resignation of Mr. Arnaud Bouteiller from its functions as Director of the Fund.

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon closed.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

The documents having been read to the Meeting, the members of the bureau of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with Us, the Notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: G. NICOLAS, L. GORLINI, P. ZAMPERINI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 février 2014. Relation: LAC/2014/5703. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Référence de publication: 2014026378/755.

(140031772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Frenchestate Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 82.243.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2014010868/10.

(140012695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Ecip SPW S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 25, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 183.457.

—

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the sixth of December.

Before Us Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECIP M S.A., a joint-stock company established and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Registered under number B 162942 (the Shareholder),

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, with professional address at Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) proxy given on November 26, 2013.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a joint-stock company with the following articles of incorporation:

Art. 1. Corporate form . There is formed a public limited liability company (société anonyme) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by these articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5.1 and 8.1 the exceptional rules applying to a one member company (société unipersonnelle).

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in SPW Holding (as defined in article 16 below) and/or in any entity involved in the sportswear industry, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any financial operations, as well as any transactions on movable property.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Denomination. The Company will have the denomination “ECIP SPW S.A.”.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders of the Company (the “Shareholder(s)”) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Notwithstanding the above paragraph, the address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the director or in case of plurality of directors, by a decision of the board of directors.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 - Subscribed share capital

The Company’s corporate capital is fixed at ninety-five thousand six hundred twenty-five Euro (EUR 95.625,00) represented by four million two hundred fifty thousand (4.250.000) shares with no designation of nominal value, all fully subscribed and entirely paid up (the “Shares”).

In addition to the share capital, the Company may have a capital contribution account into which any capital contributed by a shareholder may be transferred while being linked to the Shares held by such shareholder. The capital contribution account is at the free disposal of the Shareholders, who shall freely decide on any movements relating thereto, either debit or credit, through ordinary resolutions.

From the moment and as long as all the Shares are held by only one Shareholder, the Company is a one member company (société unipersonnelle) in the meaning of article 23 of the Law.

6.2 - Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the single Shareholder or by decision of the general Shareholders’ meeting, in accordance with these Articles and subject to the provisions of the Law.

6.3 - Profit participation

Each Share entitles its holder to a fraction of the corporate profits and, upon liquidation, assets in direct proportion to the number of Shares in existence.

6.4 - Indivisibility of shares

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.5 - Share Transfers

6.5.1 - General

In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable to non-Shareholders.

In case of plurality of Shareholders, the Transfer of Shares to third parties other than to Permitted Transferees or which do not comply with conditions of these Articles must be authorized by Shareholders representing two third of the paid-in capital of the Company.

6.5.2 - General Restrictions on Share Transfers

Investors shall not transfer Shares to non-Shareholders at any time prior to October 31, 2016 (the "Investors Non-Transferability Period") save under the conditions provided by these Articles.

As from the expiration of the Investors Non-Transferability Period, all or part of their Shares may be transferred to non-Shareholders for cash consideration only and under the conditions provided by these Articles.

6.5.3. - Transfer of Investors Shares in the event of Transfer of Eurazeo Shares

By derogation from Article 6.5.2, in the event Eurazeo transfers all or part of the Shares it holds in the Company (the "Eurazeo Shares Transferred") to a Third Party Purchaser, Eurazeo shall ensure that the Investors may simultaneously transfer to the Third Party Purchaser (the "Tag Along Right") according to the same terms and conditions as the conditions of Transfer of the Eurazeo Shares Transferred, including the representations and warranties to be granted to the Third Party Purchaser and the deferred payment of all or part of the consideration if applicable, a portion of the shares in the Company held by the Investors equal to the number derived by multiplying (a) the total number of Shares in the Company owned by such Investors by (b) a fraction, the numerator of which is the total number of Eurazeo Shares Transferred to be sold by Eurazeo in connection with the transfer and the denominator of which is the total number of Shares held by Eurazeo immediately prior to such transfer (the "Investors Shares Transferred").

Eurazeo shall notify the Third Party Offer to the Investors in a written notice (the "Eurazeo Notice"), which Eurazeo Notice shall be given at least forty-five (45) calendar days before the completion of the contemplated Transfer and shall set forth:

The identification of the Third Party Purchaser and the identification of its ultimate controlling shareholder(s);

- (i) A description of the terms and conditions of the Third Party Offer; and
- (ii) The consideration to be paid for the Eurazeo Shares.

Each Investor shall have a thirty-day period from the receipt of Eurazeo Notice of the contemplated Transfer to notify to Eurazeo its decision to exercise its Tag Along Right. To be valid, the Tag Along Right can be exercised only on the full portion of the Investors' Shares calculated in accordance with the preceding paragraph.

The representations and warranties provided for in the above paragraph shall be granted by each Shareholder under the following conditions:

- (i) each Shareholder shall make such representations and grant such warranties on its own behalf and not jointly with the other Shareholders;
- (ii) each transferring Shareholder shall make representations and grant warranties pro rata to its shareholding in the Company.

Eurazeo and each of the transferring Investors shall bear its pro rata share of all the costs, fees and other expenses incurred by the Investors and Eurazeo in connection with the Transfer of Shares in accordance with this article 6.5.3.

By derogation from provisions of article 6.5.2., in the event Eurazeo transfers all or part of the Eurazeo Shares to any Third Party Purchaser and this Transfer has the effect, should it be completed, that Eurazeo ceases to hold more than fifty percent (50%) of the share capital or the voting rights of the Company, each Investor shall have the option to Transfer simultaneously to the Third Party Purchaser, either all of its Shares or a portion of its Shares calculated pro rata as described under article 6.5.3.

The other provisions of this article shall apply mutatis mutandis to such Transfer.

6.6 - Right of First Refusal ("ROFR")

6.6.1 - Benefit of the ROFR

Following the expiration of the Investors Non-Transferability Period, in the event that any of the Investors receives a Third Party Offer to acquire any of its Shares (the "ROFR Shares"), Eurazeo or any entity designated by Eurazeo shall have the right to acquire for cash the ROFR Shares.

6.6.2 - Exercise of the ROFR by Eurazeo

a) Offer Notice

The Investor who intends to transfer (other than a transfer to a Permitted Transferee or a transfer pursuant to article 6.5.3) any of its Shares pursuant to article 6.6.1 above (the "Selling Investor") shall promptly notify the Third Party Offer to Eurazeo in a written notice (the "Offer Notice"). Such Offer Notice shall be given before the completion of the contemplated Transfer and shall set forth:

- (i) The identification of the Third Party Purchaser (the "Offeror"), as the case may be, and, for the Third Party Purchaser, the identification of its ultimate controlling shareholder(s);
- (ii) A description of the terms and conditions of the Third Party Offer; and

(iii) The cash consideration to be paid for the ROFR Shares (together the "Transfer Conditions").

The Offer Notice shall constitute the Selling Investor's irrevocable offer to transfer the ROFR Shares to Eurazeo.

b) Exercise of the ROFR

The ROFR may be exercised by Eurazeo by delivering to the Selling Investor with copy to the other Investors a written notice within thirty (30) calendar days following the receipt of the Offer Notice (the "ROFR Notice Period"), offering to the Selling Investor to purchase all, but not less than all, of the ROFR Shares as the case may be; (the "ROFR Notice") failing of which the Investor may proceed with the transfer upon terms no less favorable to the Selling Investor than the Transfer Conditions notified in the Offer Notice.

In the event that Eurazeo exercises its ROFR within the ROFR Notice Period, all the ROFR Shares shall be transferred to Eurazeo according to the same terms and conditions as the Transfer Conditions.

6.7 - Permitted Transfers

Each Shareholder has the right to Transfer all or part of its Shares in the Company to an Affiliate. Transfers of Shares to a Permitted Transferee by Eurazeo or any Investor shall not be subject to the restrictions under these Articles, provided that, as a condition precedent to any Transfer permitted hereunder, each Permitted Transferee shall be agreeing to be bound by these Articles together with such other documentation as may be reasonably requested by the Company.

Should it be contemplated that such Permitted Transferee shall cease to be an Affiliate of such Party, such Party shall cause such Affiliate to Transfer back to such Party the Shares it holds before it ceases to be an Affiliate of such Party.

6.8 - Registration of Shares

The Shares shall be in registered form. The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered in the register of Shareholders as the full owner of such Shares. Certificates stating such inscription may be delivered to the Shareholders. Valid transfers of registered Shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the Board of Directors or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Art. 7. Management.

7.1 - Appointment and removal

7.1.1. The Company is managed by:

(i) in case the Company is a one member company: either one director, two directors, acting jointly, or a board of directors, as the Shareholders may decide from time to time;

(ii) in case the Company has at least two Shareholders: a board of directors composed of at least three members.

The director(s) need not to be shareholder(s).

7.1.2. Each director shall be appointed for a period of maximum six (6) years and each may be revoked by resolutions adopted by the Shareholders.

7.1.3. In the event a director is removed or replaced or in the event a director resigns, dies, retires or in the event of any other vacancy, the remaining directors may appoint one or more successors to fill such vacancies until the next meeting of shareholder(s) which will ultimately decide on the final appointment(s).

7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the director, or in case of plurality of directors, of the board of directors.

7.3 - Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as in justice, the director(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 7.3 shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole director, and, in case of plurality of directors, by the joint signature of any two members of the board of directors.

The director, or in case of plurality of directors the board of directors may sub-delegate his/its powers for specific tasks, to one or several ad hoc agents.

The director, or in case of plurality of directors, the board of directors will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

7.4 - Chairman, vice-chairman, secretary, procedures

The board of directors may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The resolutions of the board of directors shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary, or by a notary public, and recorded in the corporate book.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director.

The board of directors can discuss or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at the meeting of the board of directors. In case of plurality of directors, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at the directors' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

Any and all directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another director as his proxy.

7.5 - Liability of directors

The director(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting.

8.1 General

The single Shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he owns. Each Shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of Shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality or any increase in the commitments of the Company's Shareholders, which require a unanimous vote, may only be adopted by a majority of two-thirds of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

8.2 Special matters relating to SPW Holding

The director or in case of plurality of directors, the board of directors shall obtain the affirmative vote of Shareholders representing two-third of the whole issued share capital of the Company, either (i) at a general meeting of Shareholders or (ii) in writing after having sent the text of the resolutions to each Shareholder, prior to deciding of the following matters:

(i) Any amendment to the SPW Holding Shareholders' Agreement which could impact the value of the investment held indirectly by the Investors in SPW Holding;

(ii) Any Transfer of Securities held by the Company to an Affiliate of the Company unless such Transfer is part of a restructuring leading to an IPO of SPW Holding or to a total or partial sale of Securities to a Third Party. In the event such Transfer of Securities is to be made to an Affiliate which is not directly or indirectly owned by the then existing Shareholders of the Company in the same proportion as such Shareholders own such direct or indirect interest in the Company, then the approval of a majority of the issued share capital of the Company held by the Investors shall also be required.

The director or in case of plurality of directors, the Board of Directors shall decide on the exercise of its rights pursuant to the SPW Holding Shareholders' Agreement. The Shareholders, either (i) at a general meeting of Shareholders or (ii) by written resolution (each Shareholder having received the text beforehand), shall decide upon the affirmative vote of Shareholders representing the majority of the whole issued share capital of the Company of any decision to Transfer all or part of the Company's interest in SPW Holding.

Art. 9. Annual general shareholders' meeting. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with article 70 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of June at 10 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders, ordinary and extraordinary, may be held at such place and time as may be specified in the respective notice of meetings. They may be held at the registered office or any other place.

Art. 10. Audit. The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors as foreseen by article 61 of the Law for public liability companies. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors. The statutory auditors shall be appointed by the annual general meeting of shareholders in accordance with article 9 above among the list of the Réviseurs d'Entreprises Agréés.

Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.

11.1 - Fiscal year

The Company's fiscal year starts on the 1st January and ends on the 31st December with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31st December 2013.

11.2 - Annual accounts

Each year, the director, or in case of plurality of directors, the board of directors prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor (s) set-up in accordance with article 72 of the Law.

Art. 12. Distribution of profits. The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the Shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of Shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 14. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 15. Modification of articles. These Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of Shareholders, by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by these Articles and the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg.

Art. 16. Definitions. For the Purpose of the Articles:

"Affiliate" means when used with respect to a specified person which is not a natural Person, (i) another Person that, either directly or indirectly through one or more intermediaries, Controls or is Controlled by the Person specified (in the case of a fund, its manager or any person which Controls or is Controlled by its manager), (ii) a fund managed by that Person, or any of its subsidiaries and, with respect to Eurazeo, any entity owned or held directly or indirectly by directors, officers and/or employees of Eurazeo. All Affiliates are subject to fulfillment of anti-money laundering policies as applicable in Luxembourg at the time of the Transfer of Shares or capital increases of the Company.

"Control" means the holding of more than fifty percent (50%) of the share capital or voting rights of a company.

"Eurazeo Shares" means, at any time, the Shares, including any proportion of capital contribution account (compte d'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) allocated to such Shares as per the shareholding then applicable, held by Eurazeo or by one of its Affiliates.

"Eurazeo" means Eurazeo SA, a société anonyme incorporated under the laws of France, whose registered office is at 32 rue de Monceau - 75008 Paris, registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Paris under the number 692 030 992.

"Investors" means any present or future shareholder of the Company (other than Eurazeo, any Eurazeo's Affiliate or any Eurazeo's Permitted Transferee).

"Investors Non-Transferability Period" has the meaning set forth in Article 6.5.2.

"Investors Shares" means, at any time, the Shares, including any proportion of capital contribution account (compte d'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) allocated to such Shares as per the shareholding then applicable, held by the Investors.

"Law" means the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time.

"SPW Holding" means SPW Holding S.r.l. (f.k.a. Sportswear Industries S.r.l.), a società a responsabilità limitata incorporated and organized under the laws of Italy, having its registered office in Milan, via Morimondo 23/25, Italy, and registered with the Companies Register of Milan, VAT and Tax code 08070950962.

"SPW Holding Shareholders' Agreement" means any shareholders' agreement relating to the shareholding and investment in SPW Holding which may be entered into from time to time and as the case may be between by SPW Holding's shareholders.

"Permitted Transferee" means, with respect to any Person, an Affiliate of such Person.

"Person" means any natural person, corporation, limited partnership, general partnership, limited liability company, joint stock company, joint venture, association, company, trust or other organization, or any governmental authority.

"Securities" means, at any time, the shares in SPW Holding as well as any instrument giving access, immediately or at term, to the share capital of SPW Holding.

“Shares” means, at any time, the shares, including any proportion of capital contribution account (compte d’apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) allocated to such shares as per the shareholding then applicable, of the Company.

“Third Party” means any Person who is not a shareholder of the Company.

“Third Party Offer” means a firm, binding and fully financed offer by a Third Party to purchase part or all of the Investors Shares for a cash consideration.

“Third Party Purchaser” means, when used in connection with a Transfer other than a Transfer to a Permitted Transferee, the Person(s) who acquire(s) Shares in the Company pursuant to the Transfer.

“Transfer” means any redemption, sale, transfer, conveyance, assignment, promise to sell, encumbrance or disposition, whether by contract or by operation of law, including any sale of equity, merger, recapitalization, reorganization, liquidation or other similar transaction, provided that the giving of any pledge or security interest of any kind by Eurazeo or its Affiliates in connection with the financing or refinancing of the acquisition of SPW Holding shall not be deemed a Transfer.

Subscription - Payment

The articles of incorporation having thus been established, all the four million two hundred fifty thousand (4.250.000) shares have been subscribed by ECIP M S.A., prenamed, and fully paid up by contribution in kind in the amount of ninety-five thousand six hundred twenty-five Euro (EUR 95.625,00) consisting in the contribution by ECIP M S.A. to the Company of a share in the amount of ninety-five thousand six hundred twenty-five Euro (EUR 95.625,00) of the capital of SPW Holding S.r.l. (f.k.a. Sportswear Industries S.r.l.), a società a responsabilità limitata incorporated and organized under the laws of Italy, having its registered office in Milan, via Morimondo 23/25, Italy, and registered with the Companies Register of Milan, VAT and Tax code 08070950962.

The total value of the contribution in kind is declared by ECIP M S.A. to be of ninety-five thousand six hundred twenty-five Euro (EUR 95.625,00), which valuation is accepted by the Company and subject to an independent auditor’s report, in accordance with article 32-1 (5) of the law on commercial companies, established by Mazars Luxembourg, having its registered seat at 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, auditor, which report concludes as follows:

Conclusion

“Based on our work performed and described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind will not correspond at least to the number and value of the 4.250.000 shares to be issued in return.”

Prementioned report, being initialized ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Effective implementation of the contribution in kind

ECIP M S.A., prenamed, through its proxy holder, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the assets to be contributed and possesses the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable;
- the assets have consequently not been transferred and no legal or natural person other than ECIP M S.A., prenamed, is entitled to any rights as to the assets;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the assets in order to duly carry out and formalize the contribution and to render it effective anywhere and toward any third party.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 of the Law have been observed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at two thousand euro (EUR 2,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

The shareholder has taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed as directors for a period ending on the date of the annual general meeting called to approve the annual accounts as of December 31, 2018:

- François Pfister, born in Uccle, Belgium, on 25 October 1961, with professional address at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- Bertrand Michaud, born in Paris, France, on 21 November 1961, residing at 7, rue Henri Thill, L-8157 Bridel, Grand Duchy of Luxembourg;
- Alexandre Quirici, born in Fontainebleau, France, on August 15, 1973, residing at London, United Kingdom, W8 7QE, 20A Phillimore Gardens;

- Vivianne Akriche, born in Domont, France, on 8 February 1977, with professional address at 32 rue de Monceau, F-75008 Paris, France;

- Laurent Guérineau, born in Challans, France, on 3 November 1965, residing at 22, Clos des sources, F-78510 Triel Sur Seine, France;

- Frans Tieleman, born in Rome, Italy, on 27 June 1973, with professional address at 32 rue de Monceau, F-75008 Paris, France.

2. The following person is appointed as statutory auditor for a period ending on the date of the annual general meeting called to approve the annual accounts as of December, 31 2013:

- Mazars Luxembourg, a joint-stock company (société anonyme) established and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 10 A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 159962.

3. The address of the registered office of the Company is fixed at 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, he signed together with Us, notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le sixième du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

ECIP M S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 162942 (l'Actionnaire),

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, ayant son adresse professionnelle au Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée le 26 novembre 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé une société anonyme qui sera régie par les lois y relatives (la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après les Statuts), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5.1 et 8.1, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société unipersonnelle.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans SPW Holding (tel que défini à l'article 16 ci-dessous), et / ou dans toute entité impliquée dans l'industrie du vêtement de type sportswear, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, de parts sociales, d'obligations, de reconnaissances de dettes, obligations bancaires ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, excepté par le biais d'une offre au public, qui peuvent être convertibles et à l'émission de titres obligataires.

D'une manière générale, la Société peut accorder une assistance aux sociétés du Groupe, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut en outre effectuer toute opération financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination sociale. La Société existera sous la dénomination ECIP SPW S.A.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg au Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société (les Actionnaires) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Nonobstant le paragraphe ci-dessus, le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la municipalité par simple décision de l'administrateur, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par décision du conseil d'administration.

La Société peut avoir des bureaux ou des succursales établis au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Actions.

6.1 - Capital social souscrit

Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-quinze mille six cent vingt-cinq Euros (EUR 95.625,-) représenté par quatre millions deux cent cinquante mille (4.250.000) actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement souscrites et libérées (les Actions).

En plus du capital social, la Société peut avoir un compte d'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres sur lequel tout apport en capitaux propres non rémunéré par des titres effectué par un actionnaire est crédité tout en restant attaché aux Actions de cet actionnaire. Le compte d'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres est à la libre disposition des actionnaires, qui décident de tout mouvement y relatif, débit ou crédit, par résolution ordinaire.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Actions sont détenues par un seul Actionnaire, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 23 de la Loi.

6.2 - Modification du capital social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'Actionnaire unique ou par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires conformément aux présents Statuts et dans les limites prévues par la Loi.

6.3 - Participation aux profits

Chaque Action donne droit à son détenteur, à une fraction des profits et à la liquidation, des actifs, en proportion directe avec le nombre d'Actions existantes.

6.4 - Indivisibilité des actions

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par action. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert des actions

6.5.1 - Général

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Actionnaire, les Actions détenues par celui-ci sont librement transmissibles à des non-Actionnaires.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Actionnaires, la Cession d'Actions à des tiers, autres que des Cessionnaires Autorisés ou qui ne serait pas conforme aux conditions des présents Statuts doivent être autorisés par les Actionnaires représentant au moins trois quarts du capital social de la Société.

6.5.2 - Restrictions générales sur les Cessions d'Actions

Les Investisseurs ne céderont pas leurs Actions à des non-Actionnaires avant le 31 octobre 2016 (la Période de Non-Cession des Actions des Investisseurs).

A compter de la fin de la Période de Non-Cession des Actions des Investisseurs, tout ou partie de leurs Actions pourront être cédées en contrepartie d'espèces uniquement et sous les conditions stipulées dans les présents Statuts.

6.5.3 - Cessions d'Actions des Investisseurs dans le cas de Cession des Actions d'Eurazeo

Par dérogation à l'article 6.5.2, dans le cas de la cession par Eurazeo, de tout ou partie des Actions qu'elle détient dans la Société (les Actions Eurazeo Cédées) à un Acheteur Tiers, Eurazeo s'assurera que les Investisseurs peuvent simultanément céder à l'Acheteur Tiers (le Droit de Sortie Conjointe) et sous les mêmes termes et conditions que les Actions Eurazeo Cédées, incluant les déclarations et garanties accordées à l'Acheteur Tiers et le paiement différé de tout ou partie de la contrepartie le cas échéant, une portion des Actions de la Société détenue par ces Investisseurs égal au nombre obtenu en multipliant (a) le nombre total d'Actions de la Société détenues par ces Investisseurs par (b) une fraction, le numérateur étant le nombre total des Actions Eurazeo Cédées qui seront vendues par Eurazeo lors de la cession et le dénominateur étant le nombre total des Actions immédiatement détenues par Eurazeo préalablement à cette cession (les Actions des Investisseurs Cédées).

Eurazeo notifiera par écrit l'Offre du Tiers aux Investisseurs (la Notice d'Eurazeo). La Notice d'Eurazeo sera donnée au moins quarante-cinq (45) jours calendriers avant l'achèvement de la Cession envisagée et indiquera:

- (i) L'identification de l'Acheteur Tiers et l'identification de ses actionnaires ultimes détenant une majorité de contrôle;
- (ii) Une description des termes et conditions de l'Offre du Tiers; et
- (iii) La contrepartie à verser pour les Actions Eurazeo.

Chaque Investisseur aura une période de 30 jours à compter de la réception de la Notice d'Eurazeo sur la Cession envisagée pour notifier à Eurazeo sa décision d'exercer son Droit de Sortie Conjointe. Pour être valable, ce Droit de Sortie Conjointe peut seulement être exercé sur la portion totale des Actions des Investisseurs calculée conformément au paragraphe précédent.

Les déclarations et garanties fournies conformément au paragraphe précédent seront données par chaque Actionnaire sous les conditions suivantes:

(i) chaque Actionnaire fera de telles déclarations et fournira ses garanties pour son propre compte et non conjointement avec les autres Actionnaires;

(ii) chaque Actionnaire cédant fera de telles déclarations et fournira ses garanties au prorata de sa participation dans la Société.

Eurazeo et chaque Actionnaire cédant supportera proportionnellement tous les coûts, frais et autres dépenses occasionnés par la Cession d'Actions conformément à l'article 6.5.3.

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.5.2., dans le cas où Eurazeo cède tout ou partie des Actions Eurazeo à tout Acheteur Tiers et que suite à cette Cession, Eurazeo cesse de détenir plus de cinquante pourcent (50%) du capital social ou des droits de vote de la Société, chaque Investisseur pourra simultanément céder à cet Acheteur Tiers, tout ou partie de ses Actions calculées conformément à l'article 6.5.3.

Les autres dispositions de cet article s'appliqueront mutatis mutandis à la Cession.

6.6 - Droit de Premier Refus ("DDPR")

6.6.1 - Bénéfice du DDPR

Après l'expiration de la Période de Non-Cession des Actions des Investisseurs, dans le cas où l'un des Investisseurs reçoit une Offre de Tiers afin d'acquérir ses Actions (les Actions DDPR), Eurazeo ou toute entité désignée par Eurazeo aura le droit d'acquérir les Actions DDPR en contrepartie d'espèces.

6.6.2 - Exercice du DDPR par Eurazeo

a) Notice d'Offre

L'Investisseur qui a l'intention de céder (autrement que par une cession à un Cessionnaire Autorisé ou une cession conforme l'article 6.5.3) ses Actions en vertu de l'article 6.6.1 ci-dessus (l'Investisseur Vendant) devra notifier l'Offre de Tiers à Eurazeo par écrit et dans les meilleurs délais (la Notice d'Offre). Cette Notice d'Offre devra être donnée avant l'achèvement de la Cession envisagée et indiquera:

(i) L'identification de l'Acheteur Tiers (l'Offrant) et le cas échéant, l'identification de ses actionnaires ultimes détenant une majorité de contrôle;

(ii) Une description des termes et conditions de l'Offre du Tiers; et

(iii) La contrepartie en espèces à verser pour les Actions DDPR (ensemble les Conditions de la Cession).

La Notice d'Offre constituera l'offre irrévocable de l'Investisseur Vendant de céder les Actions DDPR à Eurazeo.

b) Exercice du DDPR

Le DDPR peut être exercé par Eurazeo par la délivrance à l'Investisseur Vendant, avec copie aux autres Investisseurs, d'une notification écrite dans les trente (30) jours calendriers suivant la réception de la Notice d'Offre (la Période de Notification du DDPR) offrant à l'Investisseur Vendant d'acheter la totalité, et pas moins que la totalité des Actions DDPR. A défaut, l'Investisseur devra procéder à la cession sous des termes non moins favorables pour l'Investisseur Vendant que les Conditions de la Cession notifiées dans la Notice d'Offre.

Dans l'hypothèse où Eurazeo exercerait son DDPR pendant la Période de Notification du DDPR, toutes les Actions DDPR seront cédées à Eurazeo selon les mêmes termes et conditions que les Conditions de la Cession.

6.7 - Cessions Autorisées

Chaque Actionnaire a le droit de céder tout ou partie des Actions de la Société à un Affilié. La Cession des Actions à un Cessionnaire Autorisé, par Eurazeo ou par tout Investisseur, ne sera pas soumise aux restrictions prévues dans les présents Statuts, à la condition que préalablement à toute Cession Autorisée, chaque Cessionnaire Autorisé aura accepté d'être lié par les présents Statuts ainsi qu'avec toute documentation raisonnablement requise par la Société.

S'il adviendrait que ce Cessionnaire Autorisé cesse d'être un Affilié de cette Partie, cette dernière fera en sorte que cet Affilié lui cède de nouveau les Actions qu'il détient, avant qu'il ne cesse d'être son Affilié.

6.8 - Inscription des Actions

Toutes les Actions sont nominatives. La Société considérera que les Actions inscrites au nom d'une personne déterminée dans le registre des Actionnaires, est le propriétaire de ces Actions. Des certificats actant cette inscription peuvent être délivrés aux Actionnaires. Les cessions valables d'Actions nominatives auront lieu par une déclaration de cession inscrite dans le registre des Actionnaires, datée et signée par le conseil d'administration ou par toute personne détenant des pouvoirs appropriés pour agir de la sorte.

Art. 7. Administration.

7.1 - Nomination et démission

7.1.1. La Société est gérée par:

(i) dans l'hypothèse où la Société est une société unipersonnelle: soit un administrateur, deux administrateurs agissant conjointement, ou un conseil d'administration, que les Actionnaires nommeront à tout moment;

(ii) dans l'hypothèse où la Société est composée d'au moins deux Actionnaires: un conseil d'administration composée d'au moins trois membres.

Les administrateur(s) ne doivent pas nécessairement être Actionnaire(s).

7.1.2. Chaque administrateur est nommé pour une durée maximale de six (6) ans et tous peuvent être révoqués sur décision adoptée par les Actionnaires.

7.1.3. Dans l'hypothèse où un administrateur est démis de ses fonctions ou remplacé ou si l'un d'entre eux démissionne, décède, ou prend sa retraite ou tout autre cas de vacance, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion.

7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires relèvent de la compétence de l'administrateur ou en cas de pluralité d'administrateurs, de la compétence du conseil d'administration.

7.3 - Représentation et pouvoir de signature

Dans les rapports avec les tiers et en justice, l'/les administrateur(s) aura tout pouvoir pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conforme à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

La Société est engagée par la seule signature de l'administrateur unique et en cas de pluralité d'administrateurs par la signature conjointe de deux membres quelconques du conseil d'administration.

L'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration pourra sous-déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

L'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.4 - Président, vice-président, secrétaire, procédures

Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, qui ne sera pas nécessairement administrateur et qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des Actionnaires.

Les résolutions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront signés par le président et le secrétaire ou par un notaire et seront enregistrés dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou ailleurs seront signés par le président, le secrétaire ou par un administrateur quelconque.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. En cas de pluralité d'administrateurs, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les administrateurs présents ou représentés à ladite réunion.

Les décisions prises par écrit, approuvées et signées par tous les administrateurs, produiront effet au même titre que des décisions prises lors d'une réunion du conseil d'administration. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

Tous les administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil d'administration par téléphone ou conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les administrateurs participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une participation à une réunion par les moyens décrits ci-dessus équivalra à une participation en personne à cette réunion.

Tout administrateur peut agir à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par facsimilé, câble, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire.

7.5 - Responsabilité des administrateurs

L'/les administrateur(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des actionnaires.

8.1 - Général

L'Actionnaire unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Actionnaires.

En cas de pluralité d'Actionnaires, chaque Actionnaire peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre d'Actions qu'il détient. Chaque Actionnaire possède un droit de vote en rapport avec le nombre d'Actions détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des Actionnaires détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société ou augmentation des engagements des Actionnaires de la Société, pour lesquels un vote à l'unanimité des Actionnaires est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Actionnaires détenant au moins une majorité représentant les trois-quarts du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.2 - Matières spéciales relatives à SPW Holding

L'administrateur, ou en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration de la Société, obtiendra le vote positif des Actionnaires représentant les deux-tiers de l'entière du capital social souscrit de la Société (i) soit par le

biais d'une assemblée générale des Actionnaires, (ii) soit par écrit, suite à l'envoi, à chaque Actionnaire, d'un texte contenant les résolutions à voter, dans les matières suivantes:

(iii) Toute modification du Pacte d'Actionnaire SPW Holding qui pourrait avoir un impact sur la valeur des investissements détenus par les Investisseurs dans SPW Holding;

(iv) Toute cession de Valeurs Mobilières détenues par la Société, à l'un de ses Affiliés, excepté si cette cession fait partie d'une restructuration conduisant à une IPO de SPW Holding ou à en cas de vente totale ou partielle des Valeurs Mobilières à un Tiers. Dans le cas où cette cession de Valeurs Mobilières serait effectuée en faveur d'un Affilié qui ne serait pas directement ou indirectement détenu par les Actionnaires existants dans des proportions équivalentes à la participation détenue directement ou indirectement par ces Actionnaires dans la Société, alors l'approbation de la majorité du capital social souscrit de la Société détenue par les Investisseurs sera aussi requise.

L'administrateur, ou en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration de la Société décidera de l'exercice de ses droits en vertu du Pacte d'Actionnaires SPW Holding. Les Actionnaires (i) soit par le biais d'une assemblée générale des Actionnaires, (ii) soit par résolution écrite (chaque Actionnaire ayant préalablement reçu le texte contenant les résolutions à voter), décideront de céder tout ou partie de la participation de la Société dans SPW Holding par le biais d'un vote positif des Actionnaires représentant la majorité du capital social souscrit de la Société.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra, conformément à l'article 70 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le dernier vendredi du mois de juin, à 10.00. Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable précédant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées d'Actionnaires, ordinaires ou extraordinaires, peuvent avoir lieu à tout lieu et horaire, tel que précisés dans la convocation à ces assemblées. Elles pourront avoir lieu au siège social ou à tout autre endroit.

Art. 10. Vérification des comptes. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 61 de la Loi concernant les sociétés anonymes. S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes agiront collégalement et formeront le conseil des commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes seront nommés par l'assemblée générale annuelle des Actionnaires conformément à l'article 9 ci-dessus et choisis sur la liste des Réviseurs d'Entreprises Agréés.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.

11.1 - Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception du premier exercice qui débutera lors de la constitution de la Société et prendra fin le 31 décembre 2013.

11.2 - Comptes annuels

Chaque année, l'administrateur ou en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration dresse un inventaire, incluant des indications sur la valeur des actifs et des passifs de la Société, ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits dans lequel les provisions pour amortissements seront indiquées.

Chaque Actionnaire pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 72 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'une réserve légale jusqu'à, et aussi longtemps que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) Actionnaire(s) en proportion de leur participation dans la Société.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Actionnaire unique ou de l'un des Actionnaires.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut avoir lieu que sur décision adoptée par l'assemblée générale des Actionnaires dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, Actionnaires ou non, nommés par les Actionnaires, qui détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 14. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Art. 15. Modification des statuts. Les présents Statuts pourront, à tout moment, être modifiés par l'assemblée des Actionnaires selon le quorum et conditions de vote requis par les présent Statuts et les lois du Grand - Duché de Luxembourg.

Art. 16. Définitions. Pour l'interprétation de ces Statuts:

“Affilié” signifie quand elle est utilisée pour désigner une personne spécifique qui n’est pas une Personne physique, (i) toute autre Personne qui, soit directement ou indirectement par un ou plusieurs intermédiaires, contrôle ou est contrôlée par une Personne spécifique (dans le cas d’un fonds, son gestionnaire ou toute personne qui contrôle ou est contrôlée par son gestionnaire), (ii) un fonds géré par cette Personne ou par l’une de ses filiales et, au regard d’ Eurazeo, toute entité détenue directement ou indirectement par les administrateurs, managers et/ou employés d’Eurazeo. Tous les Affiliés sont soumis à des politiques de lutte anti-blanchiment applicables à Luxembourg au moment de la Cession des Actions ou en cas d’augmentations du capital social de la Société.

“Contrôle” signifie la détention de plus de cinquante pourcent (50%) du capital social de la Société.

“Actions d’Eurazeo” signifie les Actions, ainsi que toute quote-part du compte d’apport en capitaux propres non rémunéré par des titres allouée à ces Actions selon l’actionariat alors en vigueur, détenues à tout moment par Eurazeo ou par l’un de ses Affiliés.

“Eurazeo” signifie Eurazeo SA, une société anonyme constituée sous les lois françaises, dont le siège social est au 32 rue de Monceau - 75008 Paris, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 692 030 992.

“Investisseurs” signifie tout actionnaire présent ou futur de la Société (autre que Eurazeo, un Affilié d’Eurazeo et les Cessionnaires Autorisés d’Eurazeo).

“Période de Non-Cession des Actions des Investisseurs” a le sens défini à l’article 6.5.2.

“Actions des Investisseurs” signifie les Actions, ainsi que toute quote-part du compte d’apport en capitaux propres non rémunéré par des titres allouée à ces Actions selon l’actionariat alors en vigueur, détenues à tout moment, par les Investisseurs.

“Loi” signifie la loi Luxembourgeoise du 10 août 1915, telle que modifiée.

“SPW Holding” signifie SPW Holding S.r.l. (f.k.a. Sportswear Industries S.r.l.), une société à responsabilité de droit italien, ayant son siège social à Milan, via Morimondo 23/25, Italie, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Milan sous le numéro TVA et le numéro fiscal 08070950962

“SPW Holding Pacte d’Actionnaires” signifie tout pacte d’actionnaires concernant la participation et l’investissement dans SPW Holding, qui entrerait en vigueur le cas échéant entre les actionnaires de SPW Holding.

“Cessionnaire Autorisé” signifie, au sujet d’une Personne, tout Affilié de cette Personne.

“Personne” signifie toute personne physique, établissement, société en commandite, société en nom collectif, société à responsabilité limitée, société par actions, joint-venture, association, société, trust ou autre organisation, ou autorité gouvernementale.

“Valeurs Mobilières” signifie les actions de SPW Holding ainsi que tout instrument donnant accès immédiatement ou à terme, au capital social de la Société.

“Actions” signifie les actions, ainsi que toute quote-part du compte d’apport en capitaux propres non rémunéré par des titres allouée à ces actions selon l’actionariat alors en vigueur, de la Société.

“Tiers” signifie une Personne qui n’est pas actionnaire de la Société.

“Offre du Tiers” signifie l’offre ferme, irrévocable et entièrement financée, faite par un Tiers d’acheter tout ou partie des Actions des Investisseurs et de les payer en espèces.

“Acheteur Tiers” signifie quand elle est utilisée en rapport avec une Cession, autre qu’une Cession à un Cessionnaire Autorisé, la/les Personne(s) qui acquière(nt) des Actions de la Société par le biais d’une Cession.

“Cession” signifie le rachat, vente, transfert, aliénation, cession, promesse de vente, sûreté ou don, que ce soit par contrat ou par opération de la loi, incluant la vente de participation, fusion, recapitalisation, réorganisation, liquidation ou toute autre transaction similaire, à condition que le gage ou toute autre sûreté de toute nature, octroyé par Eurazeo ou ses Affiliés pour le financement ou le refinancement de l’acquisition de SPW Holding ne soit pas considéré comme une cession.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les quatre millions deux cent cinquante mille (4.250.000) actions ont été souscrites par ECIP M S.A. et intégralement libérées par apport en nature d’un montant de quatre-vingt-quinze mille six cent vingt-cinq Euros (EUR 95.625,-) consistant en l’apport par ECP M S.A. à la Société d’une part d’une valeur de quatre-vingt-quinze mille six cent vingt-cinq Euros (EUR 95.625,-) du capital social de SPW Holding S.r.l. (f.k.a. Sportswear Industries S.r.l.), une société à responsabilité de droit italien, ayant son siège social à Milan, via Morimondo 23/25, Italie, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Milan sous le numéro TVA et le numéro fiscal 08070950962.

La valeur totale de l’apport en nature est déclarée par ECIP M S.A. être de quatre-vingt-quinze mille six cent vingt-cinq Euros (EUR 95.625,-), laquelle évaluation, acceptée par la Société, est sujette au rapport d’un réviseur d’entreprise indépendant conformément à l’article 32-1 (5) de la loi sur les sociétés commerciales, qui est établi par Mazars Luxembourg, ayant son siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, auditeur, et dont le rapport conclut comme suit:

Conclusion

«Sur base du travail réalisé et décrit ci-dessus, rien n'a été porté à notre connaissance qui nous amènerait à croire que la valeur de l'apport en nature ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur des 4.250.000 actions émises en contrepartie.»

Ledit rapport, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Réalisation effective de l'apport

ECIP M S.A., précité, par son mandataire, déclare que:

- elle est propriétaire sans restriction des actifs apportés et possède les pouvoirs d'en disposer, ceux-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- les actifs apportés n'ont pas fait l'objet d'une quelconque cession et aucune personne morale ou physique autre que l'apporteur ne détient de droit sur les actifs apportés;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans les juridictions pertinentes aux fins d'effectuer le transfert et de le rendre effectif partout et envers tous tiers.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ deux mille euros (EUR 2.000,-).

Décisions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société pour une durée qui prendra fin à la date de l'assemblée générale des actionnaires appelée à approuver les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018:

- François Pfister, né à Uccle, Belgique, le 25 octobre 1961, avec adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Bertrand Michaud, né à Paris, France, le 21 novembre 1961, résidant au 7, rue Henri Thill, L-8157 Bridel, Grand-Duché de Luxembourg;
- Alexandre Quirici, né le 15 août 1973 à Fontainebleau, France, demeurant à Londres (Royamue-Uni), W8 7QE, 20A Phillimore Gardens;
- Vivianne Akriche, née le 8 février 1977, à Domont, France, ayant son adresse professionnelle au 32, rue de Monceau, F-75008 Paris, France;
- Laurent Guérineau, né à Challans, France, le 3 novembre 1965, résidant au 22, Clos des sources, F-78510 Triel Sur Seine, France;
- Frans Tieleman, né à Rome, Italie, le 27 juin 1973, ayant son adresse professionnelle au 32, rue de Monceau, F-75008 Paris, France.

2. La personne suivante est nommée commissaire de la Société pour une durée qui prendra fin à la date de l'assemblée générale des actionnaires appelée à approuver les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013:

- Mazars Luxembourg, une société anonyme établie et existant selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 10 A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159962;

3. L'adresse du siège social est fixée au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16577. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITON CONFORME.

Référence de publication: 2014008302/730.

(140009864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Potomac Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 69.081.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 3 mai 2013

- Monsieur Fabrice CAURLA, expert-comptable, né le 4 février 1983 à Esch-sur-Alzette, domicilié au 3, rue Emile Eischen, L-4107 Esch-sur-Alzette est nommé nouvel Administrateur en remplacement de Monsieur Celso Gomes Domingues. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire de 2016.

Certifié sincère et conforme

Pour Potomac Engineering S.A

Référence de publication: 2014010293/13.

(140011469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Anonima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8290 Kehlen, 13, Domaine de Brameschhof.

R.C.S. Luxembourg B 154.145.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2014004005/11.

(140003817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Cocker & Co S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 173.678.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2014004007/11.

(140003845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Olympe Investments Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 178.502.

—
Par résolution prise en date du 4 novembre 2013, l'associé unique a décidé de nommer de Frédéric Salvadore, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B avec effet au 4 novembre 2013 et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010236/13.

(140011377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.
